

LE PLF 2025 PRÉSENTÉ DEVANT L'APN

Un budget dédié à la croissance et au bien-être social

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présenté, hier, le projet de loi de finances (PLF) 2025 devant les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN). Ce projet de loi vise à soutenir la croissance et à affirmer la volonté des autorités d'améliorer le filet de sécurité sociale. En somme, le budget de l'exercice 2025, estimé à plus de 125 milliards de dollars, ne prévoit aucune hausse d'impôt. P 3

● Une croissance économique de 4,5 % attendue en 2025



MADAR MARITIME COMPANY
**Vers l'acquisition de ses
deux premiers navires
en 2025**

La nouvelle compagnie de transport maritime de marchandises, Madar Maritime Company (MMC), a entamé les démarches pour acquérir ses deux premiers navires l'année prochaine (2025), consolidant ainsi le pavillon national, en manque de navires notamment de type vraquiers, a indiqué hier à Alger son PDG, Ali Ourak.

P 2

RÉALISATION DE PROJETS
AGRICOLAS STRATÉGIQUES
AU SUD

**Le gouvernement veut
accélérer la cadence**

Une réunion de coordination entre les différents secteurs a été organisée pour étudier les besoins des projets en cultures stratégiques dans les wilayas du Sud, notamment en matière d'approvisionnement énergétique et de création d'infrastructures de base. Organisée par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, et dans le cadre de la stratégie de développement de l'investissement agricole dans les grandes wilayas du Sud, six ministres se sont réunis hier à Alger pour dynamiser l'investissement agricole dans le Sud.

P 2

AUTOSUFFISANCE EN
CÉRÉALES

**Les recommandations
du CNIFC**

Depuis 2020, l'Algérie a dû relever des défis majeurs en matière de sécurité alimentaire, en particulier dans la filière céréalière, face à des crises mondiales successives. La pandémie de Covid-19 et le conflit en Ukraine ont perturbé l'approvisionnement mondial en céréales, rendant d'autant plus crucial le développement de la production nationale. Dans ce contexte, l'Algérie a entrepris des actions déterminantes pour atteindre l'autosuffisance, a indiqué Abdelghani Benali, secrétaire général du Conseil National Interprofessionnel de la Filière des Céréales (CNIFC), en soulignant le rôle de cette institution dans le développement de la culture des céréales en Algérie.

P 5

SIDÉRURGIE

**Des changements opérés à
la tête du groupe Sider et
du complexe AL SOLB** P 2

LUTTE CONTRE LA CONTREBANDE ET LE
COMMERCE ILLICITE TRANSFRONTALIER

**138 affaires traitées
par les Douanes** P 16

AGRICULTURE

**Le Registre national
agricole numérisé
à 100 %** P 4

OULED DJELLAL

40 participants au salon régional de l'artisanat

Un salon régional de l'artisanat et des métiers traditionnels réunit, depuis samedi à Ouled Djellal, 40 artisans venus de différentes régions. Le wali d'Ouled Djellal, Abderrahmane Dehimi, accompagné du directeur du tourisme et de l'artisanat et de plusieurs responsables locaux, a présidé la cérémonie d'ouverture de cette manifestation organisée dans le cadre de la célébration du 70ème anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution du 1er novembre 1954. Initié par la Chambre de l'artisanat et des métiers, en coordination avec la direction du tourisme et la direction des moudjahidine, le salon se poursuivra jusqu'au 10 novembre, selon Moussa Boucherit, directeur du tourisme, qui a indiqué que la manifestation permettra aux visiteurs de faire l'acquisition de produits artisanaux, tels que les produits en laine, des tissus, des dérivés de la datte, des pâtes traditionnelles, des plantes ornementales et autres. Pour sa part, Riad Bouzerna, directeur de la Chambre de l'artisanat, a souligné que l'objectif de cette manifestation est de mettre en valeur le travail et le savoir-faire des artisans en créant à leur intention un espace pour qu'ils puissent commercialiser leurs produits. Les stands aménagés dans le cadre de ce salon offrent l'occasion aux visiteurs de découvrir l'artisanat propre aux différentes régions rurales ainsi que celui de la femme au foyer, en plus d'ouvrages et de publications en relation avec le patrimoine de la région et sa participation à la lutte pour la liberté durant la glorieuse Révolution du 1er novembre 1954.

MADAR MARITIME COMPANY

Vers l'acquisition de deux premiers navires en 2025

La nouvelle compagnie de transport maritime de marchandises créée récemment, Madar maritime company (MMC), a entamé les démarches pour acquérir ses deux premiers navires l'année prochaine (2025), consolidant ainsi le pavillon national en manque de navires notamment de type vraquiers, a indiqué hier à Alger, son PDG, Ali Ourak.

Par Selma R

S'exprimant en marge des travaux de la Conférence internationale de l'économie maritime (CIEM), organisée sous le thème : « Naviguer vers l'avenir: construire le secteur maritime de demain », par World Trade Center Algiers et Wolrd Trade Support, le même responsable a déclaré que : « Compte tenu du déficit en matière de navires vraquiers destinés au transport du clinker, du phosphate et des céréales notamment, MMC compte acquérir deux navires pour notre première année d'activité et nous avons

entamé pour cela les démarches nécessaires ».

Selon les précisions du PDG de cette filiale du groupe public Madar Holding, ces deux acquisitions « serviront d'abord à transporter les marchandises produites par les usines relevant du groupe, destinées à l'exportation, et couvrir ensuite une partie de la demande pour l'importation de marchandises, sur le marché algérien, largement couvert par les armateurs internationaux ».

« Nous allons commencer par couvrir une part de la demande du marché national, qui a besoin au moins de six na-

vires vraquiers, avant d'acquérir des porte-conteneurs dans une seconde phase », soutient-il.

MMC veut aussi mettre ses navires à la disposition des exportateurs nationaux pour leur faciliter l'accès aux marchés internationaux, tout en assurant la régularité des traversées depuis les ports algériens.

Créée en août dernier, MMC est dotée d'un capital social de 4 milliards de dinars. Elle est spécialisée dans le transport et la logistique maritime, et ambitionne de contribuer à renforcer le pavillon national en le dotant de nouvelles capacités.

SIDÉRURGIE

Des changements opérés à la tête du groupe Sider et du complexe AL SOLB

Par M. A.

La Société Nationale de Sidérurgie (SNS) a annoncé d'importants changements au sein du Groupe Sider et du complexe AL SOLB (anciennement Sider El Hadjar). En présence de Adel Khemane, Directeur Général de la SNS, le Groupe Sider a exprimé sa volonté d'insuffler une nouvelle dynamique de croissance et de renforcer ses objectifs de production. « Le Groupe Sider annonce aujourd'hui des nominations majeures pour impulser une nouvelle dynamique de

croissance et renforcer ses objectifs de production », indique la SNS dans un communiqué rendu public hier lundi. Selon la même source, L'houari Khelladi a été nommé Président du Conseil d'Administration du Groupe Sider, tandis que Aliane Issam, fort de plus de 20 ans d'expérience au sein d'AL SOLB, assumera le rôle de Directeur Général par intérim. Ensemble, ils incarneront une gouvernance axée sur l'efficacité et la consolidation des performances industrielles. Parallèlement, le complexe AL SOLB accueille Reda Belhadj

en tant que Président du Conseil d'Administration, ainsi que Messaoud Bellili, également riche d'une expérience de plus de deux décennies, en tant que Directeur Général par intérim. Ces nominations s'inscrivent dans une vision ambitieuse destinée à renforcer la position du complexe en Algérie. « Ces changements s'inscrivent dans une vision ambitieuse pour renforcer la position du complexe en Algérie », ajoute la même source. Ces changements témoignent de la détermination de la Société Nationale de Sidérurgie à ré-

pondre aux enjeux actuels du secteur, en s'appuyant sur des leaders expérimentés. « Ces nominations traduisent la volonté de la Société Nationale de Sidérurgie SNS de répondre aux enjeux actuels en s'appuyant sur des leaders expérimentés et une gestion tournée vers l'excellence industrielle et la confiance », souligne le communiqué. L'objectif est de bâtir une gestion orientée vers l'excellence industrielle et la confiance, soutenant ainsi le développement durable du Groupe et son impact sur l'économie nationale.

UNIVERSITÉ DE RELIZANE- ENTREPRISE PUBLIQUE DE GESTION DES CENTRES D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE

Signature d'une convention de partenariat

Une convention de travail et de partenariat a été signée entre l'Université "Chahid Ahmed Zabana" de Relizane et l'Entreprise publique de gestion des centres d'enfouissement technique de la même wilaya pour la formation et l'accompagnement des étudiants désirant créer des micro-entreprises, a-t-on appris, lundi, auprès des services du cabinet de la wilaya. Cette convention a été signée, dernièrement au siège de la wilaya de Relizane, sous la supervi-

sion du wali, Sami Medjoubi, du recteur de l'Université, le professeur Ahmed Bahri, du directeur de l'Entreprise publique de wilaya de gestion des centres d'enfouissement technique, Belalia Hadj Adda, en présence des cadres des deux établissements. En marge de la cérémonie de signature, le directeur de l'Entreprise publique de wilaya de gestion des centres d'enfouissement technique de Relizane a souligné que cette convention permettra la formation académique

des cadres de l'entreprise et son personnel dans les spécialités offertes par l'université, en plus d'échanger des informations entre les deux établissements.

Par ailleurs, le recteur de l'université a indiqué que cet accord, qui s'inscrit dans le cadre de l'ouverture de l'université sur son environnement externe et la mise en place de relations avec différents partenaires et entreprises, permettra, outre la formation académique des cadres et personnel

de l'entreprise dans les spécialités offertes, d'accompagner les étudiants désirant créer des micro-entreprises dans le domaine environnemental. De son côté, le wali de Relizane a appelé, à cette occasion, les responsables de l'université et l'entreprise précitée à la nécessité d'une coordination continue et de fournir des efforts pour l'exploitation optimale des cadres de l'université, notamment les porteurs de projets.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LE PLF 2025 PRÉSENTÉ DEVANT L'APN

Un budget dédié à la croissance et au bien-être social

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a lancé hier la présentation du projet de loi de finances 2025 devant les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN). Un projet de loi qui veut consacrer la croissance, et la volonté des autorités d'améliorer le filet de sécurité sociale. En somme le budget de l'exercice 2025, estimé à plus de 125 milliards de dollars, ne prévoit aucune hausse d'impôt.

Par Réda Hadi

Pour rappel, le bureau de l'APN a décidé, lors de sa réunion du jeudi dernier, de consacrer les séances plénières du 4, 5 et 6 novembre au débat du PLF 2025. Le vote du texte interviendra lors de la séance du 13 novembre. Devant les députés, le premier argentier du pays a présenté donc ce projet de loi de finances 2025 jugé par les experts comme «le plus important de l'histoire de l'Algérie», avec un budget colossal de 16.000 milliards de DA, et sans imposition de nouveaux impôts. Ce projet inclut des mesures économiques et sociales significatives initiées par le Président de la République, visant à promouvoir la justice sociale, combattre le chômage, soutenir le pouvoir d'achat des citoyens et protéger les institutions économiques. Sur le plan économique, il a révélé, la levée de gel pour 982 projets d'investissements pour un montant global de 1838 milliards de dinars. Des projets gelés depuis 2014 en raison de la situation sanitaire qu'a traversée le pays et qui a eu des répercussions négatives sur le plan financier. Globalement la croissance économique de l'Algérie devrait atteindre un taux de 4,5 % en 2025, tandis que la croissance hors hydrocarbures serait de 5%, selon les prévisions du Projet de loi de finances (PLF) pour l'année prochaine. Ainsi, le produit intérieur brut (PIB) devrait se situer, en valeur nominale, à 37.863 milliards DA (278,71 milliards de dollars) en 2025, passant à 40.850,54 mds DA (300,71 mds USD) en 2026 et à 41 859,30

mds DA (308,13 mds USD) en 2027. Concernant la croissance réelle par secteur d'activité, le PLF prévoit un taux de 6,2 pour le secteur industriel, 4,4% pour l'agriculture de 4,4%, 4,3% pour le BTPH, tandis que le secteur des hydrocarbures devrait connaître une croissance de 2,4% Par ailleurs, le ministre a mis en avant la mobilisation d'une importante enveloppe financière à même de couvrir la création de 10 nouvelles wilayas au Sud du pays et les programmes complémentaires durant la période 2020/2014 ayant touchés les wilayas de Khenchela, Tissemsilt, Djelfa et Tindouf. A cela s'ajoute la création de 374 593 postes d'emplois au sein de la fonction publique durant la même période, outre la contractualisation, au 31 décembre 2023, de 338839 jeunes dans le cadre du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) dans le secteur public, outre .la reconversion de 179 790 contrats dans le cadre du dispositif d'activités d'insertion sociale (DAIS) à durée indéterminée.

Des mesures pour soutenir le pouvoir d'achat

Du point de vue social, ce projet de loi de finances (PLF) comporte plusieurs mesures visant à soutenir le pouvoir d'achat et à améliorer les conditions de vie des citoyens. Dans ce cadre, le nouveau projet de loi autorise le Trésor à prendre en charge les intérêts pendant la période de différé et la bonification du taux d'intérêt des prêts accordés par les banques publiques, à hauteur de 100%, dans le cadre de la réalisation des logements du programme de type location-vente, d'une consistance de 135.000 loge-

ments au titre de l'année 2025. En vue d'améliorer les conditions de vie des citoyens, le PLF 2025 autorise les banques d'accorder, en sus des crédits immobiliers, des crédits à la consommation aux ménages pour l'achat de biens et des services, notamment dans le domaine de la santé et les voyages. Pour soutenir le pouvoir d'achat des citoyens, le projet de loi a également prévu un certain nombre de mesures et d'exonérations fiscales, telles que celles relatives à la prise en charge de la mesure prise par les pouvoirs publics pour l'exonération des importations des viandes blanches congelées de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) durant la période allant du 8 janvier 2024au 31 décembre 2025. Il est également mentionné, dans le même texte, la prorogation de l'exonération temporaire de la TVA jusqu'au 31 décembre 2025, sur la vente des légumes secs et du riz, importés ou produits localement, ainsi que les fruits et légumes frais, les œufs de consommation, les poulets de chair et les dindes produits localement. En outre, le projet propose de proroger jusqu'au 31 décembre 2025, le système d'application du taux réduit de 5% des droits de douane l'importation de cheptel bovins et ovin vif, ainsi que les viandes fraîches réfrigérées bovines et ovines sous vide. Globalement pour l'amélioration des conditions de vie des citoyens et la préservation de leurs pouvoirs d'achat, il a été dégagé 659 milliards de dinars. Cette somme importante vise à stabiliser les prix des produits de base, essentiels pour le quotidien des Algériens, et à renforcer le pouvoir d'achat.

TIRÉE PRINCIPALEMENT PAR L'INDUSTRIE, L'AGRICULTURE ET LE BTPH

Une croissance économique de 4,5% attendue en 2025

La croissance économique de l'Algérie devrait atteindre un taux de 4,5 % en 2025, tandis que la croissance hors hydrocarbures serait de 5%, selon les prévisions du Projet de loi de finances (PLF) pour l'année prochaine. Ainsi, le produit intérieur brut (PIB) devrait se situer, en valeur nominale, à 37.863 milliards DA (278,71 milliards de dollars) en 2025, passant à 40.850,54 mds DA (300,71 mds USD) en 2026 et à 41 859,30 mds DA (308,13 mds USD) en 2027, selon les chiffres du PLF 2025 présenté lundi par le ministre des Finances, Laaziz Faid, devant l'Assemblée populaire nationale (APN), lors d'une séance plénière. Concernant la croissance réelle par secteur d'activité, le PLF prévoit un taux de 6,2 pour le secteur industriel, 4,4% pour l'agriculture de 4,4%, 4,3% pour le BTPH, tandis que le secteur des hydrocarbures devrait connaître une croissance de 2,4%. Dans le cadrage macroéconomique et budgétaire du PLF 2025 et les prévisions prévues pour 2026-2027, qui prend en considération l'évolution du contexte national ainsi que la conjoncture économique internationale, le prix de référence fiscal du baril de pétrole brut retenu est de 60 dollars (USD), alors que le prix du marché du baril est maintenu à 70 USD sur toute la période 2025-2027. Les dépenses budgétaires devraient se situer à 16.794,61 milliards DA en 2025, en hausse de 9,9% par rapport à l'année 2024 (LF), tandis que les recettes budgétaires devraient s'améliorer en 2025 de 3,5% par rapport aux prévisions de clôture de l'année 2024, pour atteindre 8.523,06 mds DA tirée essentiellement par l'évolution de 9% des recettes fiscales. En matière de fiscalité pétrolière inscrite au budget 2025, elle atteindra un montant de 3.453,96 mds DA, a précisé le ministre des Finances lors de la même présentation.

S R.

PLF 2025

Davantage d'incitations fiscales, élargissement de l'assiette, pas de nouveaux impôts

Le projet de loi de finances (PLF) pour l'année 2025 consacre l'élargissement de l'assiette fiscale et introduit plusieurs incitations et dispositions de simplification au profit de diverses activités économiques, sans inclure de nouveaux impôts. Ainsi, le PLF 2025, présenté lundi par le ministre des Finances, Laaziz Faid devant l'Assemblée populaire nationale (APN), a étendu, au titre de l'élargissement de l'assiette fiscale et de la mobilisation des ressources, la liste des activités qui seront désormais soumises au régime d'impôt forfaitaire unique (IFU), en comprenant plusieurs secteurs. Il s'agit notamment des entreprises de collecte, de traitement et de distribution de tabacs en feuilles, des traiteurs et catering, les activités de la location des salles des fêtes, le commerce de détail dans les grandes surfaces, la location de véhicule, d'engins et matériels, d'agence de voyages et de tourisme, d'agence de publicité et de communication, de formations et enseignements

divers, ainsi que l'activité de l'agent général et courtier d'assurance. Le texte prévoit aussi de soumettre le commerce des pierres précieuses (diamant, saphir, rubis et émeraude) à la taxe intérieure de consommation (TIC) au taux de 30%. Dans le domaine de la mobilisation des ressources, il a été proposé l'extension de l'application de la taxe de domiciliation bancaire (TDB) au taux de 5%, aux redevances de marque et d'utilisation, à l'exception de celles portant sur des logiciels et progiciels informatiques ainsi que les frais d'adhésion et des abonnements à l'étranger. Le PLF 2025 comprend également la réaffectation d'une quote-part de 50% du produit de la taxe annuelle d'habitation, au profit des wilayas, pour couvrir les charges relatives à la réhabilitation du parc immobilier situé dans le périmètre des communes et n'appartenant pas à ces dernières. Aussi, le projet de loi contient le versement, au budget de la wilaya d'Alger,

d'un taux de 16% de la quote-part de la taxe sur les produits pétroliers ou assimilés (TPP) revenant à ses communes, en contrepartie des missions de service public prises en charge par la wilaya au profit de ses communes. Dans le même sillage, il a été également proposé la révision à la hausse de 1.000 à 10.000 DA du tarif du droit de timbre, perçu à l'occasion de la délivrance ou d'annulation des dérogations sanitaires d'importation, par les services vétérinaires commissionnés et assermentés auprès des tribunaux.

Douanes: élargissement du statut d'OEA

Quant à l'activité de chasse, un droit de timbre relatif à la licence de chasser de 500 DA sera institué et versé au profit du budget de l'Etat et un droit de timbre de 70.000 DA à l'occasion de la délivrance de la carte professionnelle aux étrangers désirant changer leur statut professionnel vers une activité. Des dispositions ont été in-

troduites en vue de permettre l'aliénation des marchandises dépassant le délai légal de son séjour en dépôt, ainsi que de considérer comme abandonnés au profit du Trésor public tous les équipements, matériels et produits sensibles qui ne sont pas enlevés à l'expiration du délai légal de séjour des marchandises en dépôt. Par ailleurs, des simplifications des procédures douanières ont été proposées, notamment la détermination des cas et des conditions de rectification des déclarations en douanes, des conditions et des modalités de souscription des déclarations en détail anticipées, et ce, dans le but d'accorder une facilitation aux opérateurs en réduisant les délais de dédouanement et les montants des surestaries transférables. En outre, il est question de la révision du cadre juridique régissant le statut de l'Opérateur économique agréé (OEA) en douane en précisant la catégorie des opérateurs pouvant prétendre au bénéfice de ce statut.

R E.

AGRICULTURE

Le Registre national agricole numérisé à 100%

Le président de la Chambre nationale d'agriculture, Mohamed Yazid Hambli, a révélé, avant-hier à Mascara, que la numérisation du Registre national agricole (RNA) a atteint 100%. M. Hambli a déclaré en marge de la cérémonie inaugurale de la deuxième édition du Salon national du matériel, des produits agricoles, de l'élevage, de l'industrie agroalimentaire et de la réfrigération, que « l'opération inhérente à la numérisation du Registre national agricole, lancée au début de l'année écoulée est concrétisée par la Chambre nationale d'agriculture, est totalement achevée ».

M. Hambli a fait savoir que « la numérisation du RNA a permis de délivrer des cartes numériques aux agriculteurs des 58 wilayas », ajoutant que cette démarche est appelée à contribuer à la « modernisation du secteur dans notre pays et à connaître le nombre exacte des agriculteurs adhérents des Chambres de wilaya d'agriculture ». Il a affirmé, d'autre part, que la Chambre « s'apprête à activer son portail électronique appelé « Ghorfati », en y incluant de nouvelles informations relatives aux potentiels agricoles de chaque wilaya, ainsi qu'a ouvrir une fenêtre électronique destinée à recueillir les propositions et les préoccupations des agriculteurs pour le développement du secteur de l'agriculture dans notre pays ». Il a, par ailleurs, indiqué que la Chambre nationale d'agriculture a programmé la tenue de la deuxième édition du Salon international des dattes, à partir du 21 de ce mois de novembre à Alger.

PÉTROLE

L’Algérie et sept autres pays-membres de l’OPEP+ prolongent leurs réductions volontaires

L'Algérie et sept autres pays-membres de l'OPEP+ prolongent leurs réductions volontaires ALGER, 3 nov 2024 (APS) - L'Algérie et sept autres pays membres de l'Opep+, ont décidé dimanche, de prolonger, jusqu'à fin décembre 2024, leurs réductions volontaires supplémentaires de production, indique un communiqué du ministère de l'Energie et des Mines. L'Algérie et ces sept autres pays (l'Arabie saoudite, la Russie, l'Irak, les Emirats

arabes unis, le Koweït, le Kazakhstan et Oman), avaient annoncé en avril et novembre 2023, des ajustements volontaires supplémentaires, par rapport à leurs quotas de productions décidées dans le cadre du groupe Opep+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés en dehors de l'organisation), ces réductions ayant été prolongées jusqu'à fin novembre en cours. Ainsi, ces réductions volontaires de 2,2 millions de barils par jour, seront

prolongées d'un mois, soit jusqu'à la fin du mois de décembre, selon la même source. En outre, les huit pays ont réitéré leur engagement collectif au strict respect de la déclaration de coopération, y compris les ajustements volontaires supplémentaires de production, qui seront contrôlés par le Comité ministériel conjoint de suivi (JMMC) conformément aux conclusions de sa 53e réunion, tenue le 3 avril 2024, conclut le communiqué.

LE MINISTRE DES FINANCES L'A SOULIGNÉ

«L’ENT appuiera l’orientation vers l’économie numérique»

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a affirmé que l'Ecole nationale du Trésor (ENT), qu'il a inaugurée dimanche à Tipasa, appuierait l'orientation du pays vers l'économie numérique. Dans une allocution prononcée à l'occasion de cette inauguration qui a vu la présence du wali de Tipaza, Aboubakr Seddik Boucetta, le ministre a indiqué que l'ENT "renforcera la ressource humaine des services du Trésor public dans des domaines plus spécialisés, en réponse aux besoins du secteur, notamment celles relatives à l'orientation vers l'économie numérique, devenue plus que jamais une nécessité impérieuse". Le ministre a indiqué que cette nouvelle école serait "en mesure de concrétiser la transformation numérique de l'administration publique", et elle "se chargera dès au-

jourd'hui, de la formation des cadres de l'Etat dans les domaines financier et économique, et contribuera également à doter les services du Trésor public d'une élite de cadres", tout en assumant " la responsabilité de former des responsables administratifs capables de maîtriser les techniques et les outils de la gestion moderne des finances publiques". L'inauguration de l'Ecole s'inscrit dans le programme de célébration du 70e anniversaire du déclenchement de la Glorieuse Révolution du 1er Novembre. D'une capacité de 500 places pédagogiques et de 300 lits, l'Ecole nationale du Trésor s'étend sur une superficie totale de 12.000 mètres carrés. Réalisée en 24 mois,

l'ENT comprend plusieurs structures, dont le bloc pédagogique comprenant 26 salles de cours, une salle de Conférence, un amphithéâtre, deux salles pour le laboratoire des langues, une bibliothèque et 4 salles pour les enseignants, outre, une cuisine et un restaurant. L'Ecole dispose également d'un bâtiments d'administration et de gestion comprenant divers bureaux et salles, un bâtiments de 172 chambres et un autre de 6 appartements, en plus d'un bâtiment social et culturel avec une salle dédiée au sport et aux activités culturelles, un club d'informatique et de jeux, ainsi qu'une salle de soins infirmiers.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 04 نوفمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 04 Novembre 2024

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²		المنتجات
DA / Kg			دج / كغ		
Produits	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	93	115	70	البطاطا
	Tomate	175	196	154	الطماطم
	Oignon sec	50	57	44	البصل الجاف
	Ail sec	428	491	365	الثوم الجاف
	Carotte	87	97	77	الجزر
	Navet	98	111	85	لفت
	Poivron	129	146	113	الفلفل الأخضر
	Piment	145	164	127	الفلفل الحار
	Courgette	138	154	123	الكوسة
	Haricot vert	176	196	156	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	113	128	99	الخس
Fruits frais	Pomme locale	353	455	251	التفاح المحلي
	Datte	501	632	370	التمر
	Poire	409	502	316	الأجاص
	Raisin	205	246	164	العنب
	Grenade	135	166	104	الرمان
	Banane	386	401	372	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1778	1915	1641	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	433	446	421	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	91	حليب البقر (لتر)

LE MINISTRE REÇOIT LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL AU CONSEIL DE LA NATION

Les perspectives de développement de la filière aquaculture évoquées

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani a reçu, dimanche à Alger, le président de la Commission de l'agriculture et du développement rural au Conseil de la nation, Ahmed Beda, avec lequel il a évoqué les perspectives de développement de la filière aquaculture, a indiqué un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre tenue au siège du ministère, M. Badani a affirmé que son secteur accordait une grande importance à cette filière étant complémentaire à l'activité de la pêche, dont la production et de plus en plus sujette aux conditions climatiques. Dans son entretien avec M. Beda qui était accompagné du membre de la Commission, Mohamed Tliba, le ministre a révélé que dans le cadre du développement de l'activité d'aquaculture dans les eaux douces et celle intégrée avec l'agriculture, le ministère avait consacré une prime incitative au profit des éleveurs de Tilapia dans le cadre du PLF 2024 de l'ordre de 50 DA pour chaque kilo produit. Cette mesure permettra à tout éleveur ou agriculteur d'obtenir une subvention directe pouvant aller à 100 millions centimes tous les six mois s'il arrive à produire 20 tonnes de tilapia en plus des bénéfices générés par la vente, poursuit M. Badani, ajoutant que la question de commercialisation pourrait être prise en charge en collaboration et en coordination avec la Chambre algérienne de la pêche et de l'aquaculture (CAPA). Il a été convenu d'organiser une journée d'études et d'information sur l'aquaculture pour faire connaître davantage les opportunités d'investissement et les avantages accordés aux jeunes désirant accéder ce domaine, lit-on dans le communiqué.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	par	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	425,00	NC	0,00	1,08	-0,87	8,20	7,06	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 291,00	NC	0,00	0,13	-0,74	6,87	7,86	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 279,00	NC	0,00	-0,25	-0,41	11,99	5,48	0	0,00
EGH EL AURASSI	AUR	405,00	NC	0,00	0,00	-4,52	5,12	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-15,26	2,03	-	0	0,00

AUTOSUFFISANCE EN CÉRÉALES

Les recommandations du CNIFC

Depuis 2020, l'Algérie a dû relever des défis majeurs en matière de sécurité alimentaire, en particulier dans la filière céréalière, face à des crises mondiales successives. La pandémie de Covid-19 et le conflit en Ukraine ont perturbé l'approvisionnement mondial en céréales, rendant d'autant plus crucial le développement de la production nationale. Dans ce contexte, l'Algérie a entrepris des actions déterminantes pour atteindre l'autosuffisance, a indiqué Abdelghani Benali, secrétaire général du Conseil National Interprofessionnel de la Filière des Céréales (CNIFC), en soulignant le rôle de cette institution dans le développement de la culture des céréales en Algérie.

Par Mourad A.

Lors de son intervention sur la « Chaîne II » de la radio nationale, Abdelghani Benali a détaillé les efforts entrepris pour renforcer la production céréalière en Algérie. Selon lui, le pays exploite actuellement environ 3,2 millions d'hectares dans le nord et près d'un million d'hectares dans le sud, avec un objectif de rendement de 60 quintaux par hectare. «Nous misons sur l'introduction de technologies agricoles modernes et la mécanisation pour augmenter notre rendement et assurer un approvisionnement local solide», a-t-il affirmé. Ces initiatives visent non seulement à renforcer la production nationale, mais également à réduire la dépendance de l'Algérie aux importations, ce qui est crucial dans un contexte de crises globales. Benali a également mis en lumière les défis climatiques auxquels l'Algérie est confrontée, notamment la sécheresse et la raréfaction des ressources en eau. Il a souligné que «les changements climatiques pèsent lourdement sur notre agriculture, mais nous avons mis en place une stratégie de gestion des risques qui comprend des assurances agricoles». La collaboration avec la Caisse Régionale de Mutualité Agricole (CRMA) permet aux

agriculteurs d'obtenir une couverture contre les risques climatiques, assurant ainsi une protection essentielle pour leur revenu. «Les assurances agricoles sont indispensables pour que nos agriculteurs puissent maintenir leur activité en dépit des aléas climatiques», a-t-il ajouté. Abdelghani Benali a également évoqué le rôle du CNIFC, expliquant que ce conseil « coordonne les efforts entre les acteurs du secteur en formulant des recommandations stratégiques, tout en s'assurant que les besoins des agriculteurs soient alignés avec les objectifs nationaux». Il a précisé que l'État fournit des subventions ciblées pour faciliter l'acquisition de matériel agricole. «Nous subventionnons les équipements d'irrigation de moins de sept ans pour encourager une irrigation moderne et améliorer les rendements», a-t-il déclaré. Cette modernisation est également soutenue par des mesures facilitant l'importation de machines agricoles récentes, ce qui constitue un atout pour la compétitivité du secteur. Face au problème de la rareté de l'eau, Benali a souligné l'importance des installations de traitement des eaux usées pour l'irrigation. «Le recours aux eaux usées permet de préserver nos réserves d'eau douce tout en répondant à une partie des besoins

agricoles», a-t-il précisé. Il a également mis en avant la Banque des Semences, qui conserve aujourd'hui plus de 230 variétés adaptées aux climats arides. «Ces variétés offrent aux agriculteurs des options résilientes, mieux adaptées aux conditions locales», a-t-il expliqué. Concernant le blé algérien, Benali a souligné sa qualité, en particulier celui cultivé dans les wilayas du Sud, et son intérêt grandissant à l'international. «Le blé algérien est robuste, avec une haute teneur en protéines, ce qui le rend très prisé sur les marchés étrangers», a-t-il affirmé. Pour répondre à cette demande, l'Algérie explore non seulement l'autosuffisance en céréales, mais envisage également de devenir exportatrice. Cette démarche vise à «stimuler notre économie et à valoriser nos ressources agricoles», a-t-il ajouté. Enfin, Benali a souligné l'importance de la recherche et de la formation pour renforcer les compétences des agriculteurs. «Les universités et centres de recherche algériens jouent un rôle majeur dans le développement de variétés résistantes et la formation aux techniques modernes d'agriculture durable» a-t-il déclaré. Selon lui, l'Algérie est résolument engagée dans une approche durable et résiliente pour garantir sa sécurité alimentaire.

SONELGAZ 21 milliards DA pour la concrétisation des projets énergétiques à l'horizon 2030/2035

Une enveloppe financière de 21 milliards DA sera octroyée pour la réalisation, dans la wilaya d'El Tarf, de nouveaux projets du secteur de l'énergie à l'horizon 2030/2035, en vue d'améliorer le service public, a révélé, dimanche à El Tarf, le Président directeur général (PDG) de Sonelgaz, Mourad Adjal. Présidant au siège de la wilaya en compagnie de wali, Mohamed Meziane, une séance de travail consacrée à la présentation du programme retenu pour le secteur dans la wilaya à l'horizon 2030/2035, M. Adjal a indiqué que "l'Etat a mobilisé cette enveloppe financière pour la réalisation de grands investissements visant à améliorer le service assuré aux citoyens de cette wilaya frontalière". En réponse à une question sur le raccordement des zones industrielles aux réseaux d'énergie, le responsable a affirmé que "sur 50 zones industrielles au niveau national, 41 ont été reliées au réseau d'électricité et 36 au réseau de gaz", soulignant que "86 zones d'activités sur 121 ont été raccordées aux réseaux d'électricité et de gaz".

RÉALISATION DE PROJETS AGRICOLES STRATÉGIQUES AU SUD

Le gouvernement veut accélérer la cadence

Par Sirine R

Une réunion de coordination entre les différents secteurs pour étudier les besoins des projets en cultures stratégiques dans les wilayas du sud concernant l'approvisionnement énergétique et la création d'infrastructures de base. Organisée par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, et dans le cadre de la stratégie de développement de l'investissement agricole dans les grandes wilayas du sud, six ministres se sont réunis, hier à Alger, pour booster l'investis-

sement agricole dans le Sud. En effet, cette réunion s'est tenue en présence du ministre des Finances, M. Laaziz Faïd, du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, M. Youcef Cherfa, du ministre des Travaux publics et des infrastructures de base, Lakhdar Rakhroukh, du ministre des Ressources en eau, Tahar Derbal, du ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim BIBI TRIKI et le ministre de l'Energie et des Mines. Selon un communiqué du ministère de l'Energie, cette réunion de coor-

dination entre les différents secteurs vise à identifier besoins en investissement agricole dans le sud, en ce qui concerne l'approvisionnement énergétique et la création d'infrastructures de base pour les périmètres de défrichement (électricité, gaz, routes, fibre optique, eau, etc.), y compris les projets de production de lait en poudre en partenariat avec l'entreprise qatarie "Baladna" dans la wilaya d'Adrar, et de production de céréales, légumineuses et pâtes alimentaires en partenariat avec l'entreprise italienne "Bonifiche Ferraresi" dans la wilaya de Timi-

moun. Cette réunion s'est tenue également en présence des walis des wilayas d'Adrar, Timimoun, Illizi, Menia, Ouargla, Ghardaïa et Taghit, et de cadres du ministère de l'Energie et des Mines et du groupe Sonelgaz. À cette occasion, le ministre de l'Energie et des Mines a réaffirmé l'importance stratégique de ce type de projets, qui constitue le fruit d'une coopération et d'un partenariat remarquable entre l'Algérie et l'État du Qatar ainsi qu'avec l'Italie. Il a également confirmé que toutes les mesures nécessaires avaient

été prises par le groupe Sonelgaz pour connecter ces projets à l'énergie requise. Il a ajouté que Sonelgaz avait établi à cet égard une feuille de route opérationnelle, lui permettant de remplir tous ses engagements en matière de raccordement énergétique, ce qui concerne également les investisseurs, industriels et agriculteurs, notamment dans notre grande région sud. Concernant le raccordement des exploitations agricoles, plus de 66 000 exploitations agricoles ont déjà été raccordées à l'énergie à travers tout le territoire national.

SALON DU MATÉRIEL ET DES PRODUITS AGRICOLES À MASCARA

Affluence notable des diplômés de l'université

Une affluence notable de diplômés de l'Université Mustapha Stambouli de Mascara a été constatée lors de la 2ème édition du Salon national du matériel, des produits agricoles, de l'élevage, de l'industrie agroalimentaire et de la réfrigération, qui se poursuit lundi à Mascara. Les stands de cette manifestation, notamment ceux des entreprises agricoles créées par de jeunes investisseurs, enregistrent une affluence significative des jeunes diplômés de l'Université Mustapha Stambouli de Mascara, et ce, dans le but de se rapprocher des exposants et de prendre connaissance de leurs expériences dans le domaine de l'inves-

tissement agricole, a-t-on expliqué. A ce propos, le jeune Mohamed, diplômé de cet établissement d'enseignement supérieur, spécialité "Techniques agricoles modernes", a déclaré à l'APS que le salon lui offre l'opportunité de profiter des expériences d'agro-investisseurs, notamment ceux spécialisés dans la fabrication d'accessoires des équipements d'irrigation. Abdelkader, également diplômé de la même université, spécialité "Systèmes électroniques dans l'agriculture", a estimé, de son côté, que cette manifestation est un rendez-vous opportun pour s'informer auprès des entreprises économiques opérant dans le domaine du ma-

tériel agricole et dans la fabrication d'équipements d'élevage avicole et de plaques hydroponiques, afin de profiter de leur expérience, dans la perspective de créer, à l'avenir, une startup spécialisée dans le développement de systèmes d'agriculture hydroponique. Il convient de signaler que le Salon national du matériel, des produits agricoles, de l'élevage, de l'industrie agroalimentaire et de la réfrigération, se poursuit, lundi au niveau de la salle omnisport du pôle sportif Djebbar Mohamed de la ville de Mascara, où des modèles d'équipements fabriqués par des opérateurs publics et privés sont exposés. La manifestation est

aussi marquée par une exposition d'une gamme diversifiée de produits agricoles et de races d'animaux d'élevage (bovins, équins et ovins), ainsi que par une autre exposition mettant en relief les activités des entreprises de transformation et des chambres de réfrigération, a-t-on noté. Le salon, organisé à l'initiative de la Chambre d'agriculture de la wilaya de Mascara, en coordination avec la direction locale des Services agricoles et de l'entreprise des Salons et des expositions, et qui sera clôturé demain mardi, enregistre la participation de 43 exposants issus de plusieurs régions du pays.

R E.

NÂAMA

38 interventions enregistrées à la suite des intempéries

Les services de la Protection civile ont effectué 38 interventions, ayant donné lieu à des opérations de secours de personnes piégées par les eaux des oueds en crue, à la suite des fortes précipitations enregistrées dans la nuit de samedi à dimanche, a-t-on appris des mêmes services. Dans la commune de Mecheria, 7 personnes circulant à bord d'un véhicule utilitaire, piégées par les flots de Oued Drâa, dont le niveau a fortement augmenté, ont été secourues par les éléments de la Protection civile, a-t-on fait savoir de même source. Dans la commune de Moghrar, une famille de 4 personnes (3 femmes et un 1 enfant), qui était encerclées par les eaux de Oued Drâa, a été secourue par les pompiers, qui ont aussi retrouvé trois autres personnes de la même famille, qui étaient portées disparues au niveau du lieu-dit "La ferme de Hadj-Cheikh", avant de les évacuer au centre de santé de la même commune, indique-t-on. Un véhicule et son chauffeur ont été retirés des eaux de oued Nemoura, dont le niveau a fortement augmenté, à la suite des intempéries, a-t-on souligné de même source. Les agents de la Protection civile de cette collectivité locale des Hauts-plateaux sont également intervenus dans la commune de Djniene Bourezg, où ils ont secouru huit personnes, dont le véhicule (un taxi) était piégé par les flots de oued Founassa, ainsi qu'une autre personne dont le camion semi-remorque s'est renversé sur le lit du même cours d'eau. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont procédé, durant la même période, au pompage des eaux, au cours d'opérations menées au niveau de divers quartiers et établissements publics, conclut la même source.

MASCARA

Inauguration du Salon national du matériel et des produits agricoles

La deuxième édition du Salon national du matériel, des produits agricoles, de l'élevage, de l'industrie agroalimentaire et de la réfrigération a débuté, dimanche à Mascara, en présence de 43 exposants.

Le coup d'envoi de la manifestation a été donné par le président de la Chambre nationale d'agriculture, Mohamed-Yazid Hambli, en compagnie du Secrétaire général de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), Abdellatif Dilmli, et du wali de Mascara, Farid Mohammedi, a-t-on indiqué. Le salon de trois jours se tient au niveau de la salle omnisport du Pôle sportif ChahidDjebbar M'hamed, à l'initiative de la Chambre locale d'agriculture, en coordination avec la direction des Services agricoles (DSA) et l'Entreprise spécialisée dans l'organisation des salons et des expositions. Cette manifestation économique, à laquelle prennent part des entreprises spécialisées dans l'industrie de transformation et dans la réfrigération des produits agricoles, ainsi que des entreprises relevant du secteur de l'agriculture, est marquée par la tenue d'une exposition dédiée aux équipements agricoles fabriqués par des opérateurs publics et privés, ainsi que par une autre exposition réservée aux produits agricoles et d'animaux d'élevage (bovins et ovins), a-t-on ajouté. Les organisateurs du salon ont également réservé des stands aux instituts relevant de la tutelle du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, aux établissements

financiers, à la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA), ainsi qu'aux entreprises opérant dans le domaine de la production des semences, des engrais et des produits phytosanitaires, tout en mettant en exergue les facilités accordées par les dispositifs de soutien à l'emploi des jeunes, dont celles proposées par l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA). Des entreprises économiques créées par de jeunes entrepreneurs dans les créneaux de l'aviculture, l'apiculture et la fabrication d'accessoires de matériels agricoles ont pris part à cet événement. Le président de la Chambre nationale de l'agriculture, Mohamed Yazid Hambli, a indiqué, dans une allocution prononcée à l'occasion, que le salon permet de rapprocher tous les professionnels du secteur de l'agriculture et d'encourager les agriculteurs à adopter les nouvelles technologies pour le développement et la promotion de toutes les filières agricoles. M. Hambli a déclaré que ce salon permet "d'accompagner la dynamique qui caractérise le secteur de l'agriculture dans notre pays, dans le cadre de la politique adoptée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a donné une très

forte impulsion à ce secteur d'activité". De son côté, le Secrétaire général de l'Union nationale des paysans algériens, Abdellatif Dilmli, a déclaré que l'organisation de ce genre de manifestations vise à promouvoir et à vulgariser les potentiels que recèle le secteur de l'agriculture, ainsi qu'à prendre connaissance des équipements modernes utilisés dans l'agriculture, et ce, dans l'optique d'améliorer la qualité des produits et d'augmenter la productivité. Il a affirmé, d'autre part, que "l'UNPA continue d'accompagner les démarches des pouvoirs publics, à leur tête le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à redynamiser le secteur, par la diversification de la production agricole et la prise en charge des préoccupations des agriculteurs". Il est à signaler que des conférences et des ateliers de formation seront animés en marge du Salon par des spécialistes en agromonie et des enseignants de l'Université Mustapha Stambouli de Mascara. Les thèmes devant être abordés porteront sur les cultures stratégiques, l'entrepreneuriat des jeunes dans le secteur de l'agriculture, la protection sociale des agriculteurs, ainsi que le soutien des femmes rurales dans le domaine de l'élevage, a-t-on relevé.

LABOURS-SEMAILLES 2024/2025

Plus de 35.000 ha à emblaver cette saison à Adrar

Une surface globale de 35.450 hectares (ha) sera emblavée au titre de la campagne labours-semailles de l'actuelle saison agricole (2024/2025), lancée dernièrement dans la wilaya d'Adrar, a-t-on appris auprès de la direction des services agricoles (DSA). Délimitée à travers les différents périmètres agricoles de la wilaya, cette surface totalement irriguée fait partie d'une perspective d'emblavement d'une superficie globale de plus de 63.000 ha, ont indiqué les mêmes services qui ont fait part de la mobilisation, pour la réussite de cette campagne, de tous les moyens humains et matériels nécessaires, outils, semences

et intrants pour accompagner les céréaliculteurs. Les responsables de la coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) d'Adrar ont fait part à ce titre de la mise à la disposition des agriculteurs d'une quantité de 45.100 quintaux de semences, de 42.000 qx de semences de blé dur, de plus de 1.730 qx de blé tendre, de plus de 810 qx d'orge, en sus d'une quantité d'intrants agricoles, dont plus de 28.200 qx d'engrais de phosphate. S'agissant du programme d'intensification des semences, une superficie de 3.500 ha a été réservée cette saison au niveau des wilayas d'Adrar (2.300ha) et Timimoun (1.278 ha), a indiqué la même

source. La coopérative a fait part de la mobilisation, pour la réussite de cette saison agricole, sept (7) tracteurs, treize semailles (semences et engrais), quatre (4) engins de terrassement du sol, 24 moissonneuses-batteuses et cinq (5) botteleuses. Présidant le coup d'envoi de la campagne labours-semailles au niveau du périmètre agricole « Oued-Ghezala », le wali d'Adrar, Larbi Bahloul, a exhorté les agriculteurs à déployer davantage d'efforts pour atteindre les objectifs escomptés par les hautes instances du pays pour relever le défi et assurer l'autosuffisance et la sécurité alimentaire. Le wali a, à ce titre, appelé les pro-

moteurs d'assurer leurs produits agricoles, avant de faire savoir que les autorités locales ont pris toutes les mesures nécessaires pour accompagner les promoteurs agricoles dans la région, dont l'électrification des périmètres agricoles, l'ouverture des pistes d'accès agricoles et la couverture en réseau de communication. Cet événement a été mis à profit par les autorités locales pour remettre, au niveau du siège de la wilaya, des certificats de qualification au profit de 14 bénéficiaires des exploitations agricoles au titre des procédures de régularisation administrative des cas en suspens.

CONSTANTINE

Ouverture aujourd'hui du Salon national de la production et de l'exportation

Le Salon national de la production et de l'exportation sera ouvert à Constantine du 5 au 7 novembre prochain, a-t-on appris des organisateurs. L'événement devant regrouper des producteurs et des exportateurs de l'ensemble des régions du pays constituera un espace d'information et d'échanges à l'effet de promouvoir la production nationale et à mettre en avant les efforts déployés pour encourager les exportations hors hydrocarbures, a souli-

gné M. Mehdi El Achi, responsable de la communication et de l'information du Salon. Organisée sous le slogan « consolidation de la production nationale, un pont vers l'exportation », la manifestation « regroupera des producteurs nationaux versés dans différents secteurs d'activité comme l'agroalimentaire, l'industrie, le bâtiment, le textile et la production pharmaceutique », a affirmé la même source, précisant que des partenaires de l'université, de plu-

sieurs organismes bancaires et des assurances, des transports, ainsi que les Douanes algériennes prendront part à cet événement. La manifestation, à caractère commercial, est organisée sous le patronage du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, de concert avec les directions de wilaya de ce secteur dans l'Est du pays, les chambres de commerce et d'industrie de la même région, et en partenariat avec l'Association nationale des exporta-

teurs algériens (Anexal), selon M. El Achi. Prendront part, également, à ce Salon des ambassadeurs de plusieurs pays africains et européens en plus d'entreprises de production de Libye, de Tunisie et de France, a encore fait savoir le même responsable. Le Salon national de la production et de l'exportation, prévu à la salle Ahmed Bey (Zénith), sera ponctué par des workshops de formation encadrés par des spécialistes en la matière, a conclu la même source.

La tentation de Mars

Un monde de propriétaires et de sans-travail est explosif. Je me propose dans ce texte au travers des rapports entre appropriation, travail et propriété de rendre compte de l'évolution de l'Etat social en général et dans les sociétés postcoloniales en particulier. L'État social emprunte son modèle à la social-démocratie. Au centre de ce modèle est un rapport de complémentarité entre la propriété et le travail. C'est ce rapport qui est aujourd'hui menacé avec le ralentissement de la croissance et l'accroissement des charges sociales (vieillesse et jeunesse des populations).

3^e partie

Par DERGUINI Arezki (*)

Le travailleur propriétaire peut-être esclavagiste complètement ou partiellement. Il refuse de se considérer en esclavagiste du fait que les non-humains sont des choses, comme l'esclavagiste qui refusait de reconnaître les esclaves humains autrement que comme des choses. De même, il croit que les vivants non-humains sont ses choses, sont ses esclaves parce qu'il peut les chosifier, les domestiquer et les détacher de ce qui les produit, sans s'apercevoir qu'elles continuent à faire leur affaire, à appartenir à d'autres que lui-même.

Les propriétaires non travailleurs, n'ont plus besoin de travailler, un travail passé, une appropriation passée dont la transmission a été permise, travaille pour eux. Le maître transmet à l'apprenti qui travaille pour lui. Le maître fait faire son travail à des apprentis en le parcellisant pour protéger et développer son savoir-faire. Il n'a plus besoin de travailler lui-même. Cette formule simple va prendre une grande extension.

Une force s'approprie, force de travail ou guerrière, un objet ou une force de travail. La propriété est appropriation d'un objet, d'une force par une force par la conquête ou le travail ; la propriété est rapport de forces, pouvoir d'appropriation, stable ou instable. Elle est stabilisée par et dans des rapports de forces d'appropriation. Dans le processus de production, travail vivant et travail mort se convertissent l'un dans l'autre. Dans la distribution de la production, revenus du travail vivant et du travail mort sont stabilisés dans des rapports de propriété. Chez le propriétaire non travailleur de la société moderne, travail passé et travail présent sont séparés. Lorsqu'au départ du processus de production, un travail passé « travaille » pour des non-travailleurs (autrement dit lorsque la propriété « travaille » pour des non-travailleurs), à la sortie du processus de production, il doit se séparer à nouveau du travail vivant, redevenir du travail mort, pour se reproduire de manière simple ou élargie et de manière à préserver la séparation du travail mort et du travail vivant pour se conserver. Il tend à s'objectiver en savoir-faire et en esclaves mécaniques, à substituer toujours du travail mort au travail vivant, pourvu qu'il possède ou dispose des sources d'énergie nécessaires pour les

séparer. La propriété privée exclusive tend à mettre le monde en esclavage, à le transformer en esclaves mécaniques et « travailleurs libres » préposés aux esclaves mécaniques. Comment expurger le monde de la domination ? Avec la difficulté croissante pour obtenir de l'énergie, le propriétaire non travailleur doit choisir entre acheter des esclaves mécaniques, employer davantage de travailleurs libres ou contraindre au travail. Bref, il doit revoir la composition de son armée de serviteurs humains et non-humains. Quand on veut substituer des services à la personne, on s'efforcera de chasser du lexique le mot de serviteur. Il ne faut pas penser qu'un prestataire de services est un serviteur, nous ne sommes plus au Moyen-Age. Ni que votre serviteur peut devenir votre maître, ou autrement dit que le serviteur du maître peut se transformer en maître du maître devenu serviteur. Leçon qu'adressaient hier les Japonais et aujourd'hui les Chinois aux Occidentaux (il n'y a pas de civilisation sans manufacture) et la biosphère à l'humain.

Les trois types de sociétés

La société capitaliste autorise la séparation du travail et de la propriété à divers degrés, elle divise la société en propriétaires non travailleurs, travailleurs propriétaires, travailleurs sans travail dans des proportions diverses. Certaines sociétés opposent, distendent, la propriété et le travail à un point élevé, elles laissent peu de place aux travailleurs propriétaires, elles ne permettent pas la conversion du travailleur en propriétaire et elles soumettent le travail à une forte domination de la propriété. Le cas limite est la société esclavagiste, le propriétaire possède le travailleur. Rappelons que dans le processus de production (appropriation productive) le travail vivant s'approprie le travail mort, le convertit en travail vivant pour être convertit à nouveau en travail mort, alors que dans le processus d'appropriation sociale, le travail mort s'approprie le travail vivant. Le propriétaire avance le travail mort au départ du processus de production et recueille du travail mort à la fin du processus. Le processus de production est conversion par le travail vivant d'un travail mort en un autre travail mort. Il est processus d'appropriation du travail mort par le travail vivant et processus d'objectivation du travail vivant en travail mort.

D'autres sociétés, disons médianes, réservent une forte place aux propriétaires travailleurs et limitent la dissociation du travail et de la propriété. Elles s'efforcent de préserver une certaine réciprocité entre la propriété et le travail, une conversion du propriétaire en travailleur et du travailleur en propriétaire. On est plus ou moins propriétaire, plus ou moins travailleur, l'un n'allant pas sans l'autre. On passe aisément du point de vue du travailleur au point de vue du propriétaire, et inversement. Les conversions du travail mort en travail vivant (appropriation productive) et du travail vivant en travail mort (processus d'objectivation) sont quasiment complètes. Dans le processus d'appropriation productive tout est travail, il y a identité du travail vivant et du travail mort (de la propriété), dans le processus d'appropriation sociale (de répartition), il y a séparation de la part qui revient au travail vivant de celle qui revient au travail mort (à la propriété). Notons que le travail vivant non humain n'a pas de part dans la répartition (il est gratuit). Certaines sociétés, celles qui font de l'héritage un droit absolu, veillent à une dissociation claire du travail et de la propriété, au contraire d'autres sociétés qui peuvent traiter l'héritage comme un droit limité. Celles-ci peuvent le traiter comme elle le ferait du droit sur la propriété intellectuelle : elle le limite dans le temps, comme elles font pour encourager l'innovation. Le produit du travail n'appartient plus au producteur au-delà d'une certaine période afin de favoriser sa diffusion. Elles veillent à ne pas dissocier travail et propriété, un travail vivant vivifiant un travail mort et un travail mort fécondant un travail vivant. La propriété commune ici n'a pas totalement disparu.

Nous disposons ainsi de trois figures de l'appropriation du travail : le travailleur propriétaire qui s'approprie le travail d'autres entités et dont le travail est approprié par d'autres entités, travailleurs propriétaires ou non-propriétaires ; le travailleur non propriétaire qui loue son travail, s'approprie le travail d'autres entités, mais pour autrui ; le propriétaire non travailleur qui s'approprie le travail des entités qu'il possède ou loue, par le travail mort, la propriété et non le travail vivant.

Lorsqu'un travail passé travaille pour un travail présent, il tend à se perpétuer comme travail vivant dans la figure d'un travailleur propriétaire. Quand la propriété tend à se séparer du travail, à vou-

loir ordonner au travail sans en faire partie, à objectiver le travail en esclave mécanique, elle se sépare du vivant humain et non humain et s'obstine à le transformer en travail mort. La séparation de la propriété et du travail, du travail mort et du travail vivant, conduit à la séparation de la production et de la répartition, la répartition n'étant pas reproduction des conditions de la production et détruisant le travail vivant non humain dans sa conversion en travail mort. La séparation radicale de la propriété et du travail conduit aux antagonismes entre nature et société, entre sociétés et entre classes. Les propriétaires non travailleurs commandent aux travailleurs non propriétaires. Quand les travailleurs peuvent espérer devenir propriétaires (le mérite revenant au travail comme règle de la différenciation) ou quand ils sont satisfaits du sort qui leur est fait, la société tourne bien et est stabilisée. Lorsque le travailleur ne peut plus devenir propriétaire, que le propriétaire n'a plus besoin du travailleur (la fin du plein emploi), que leur complémentarité se réduit et que la situation du travail se dégrade, la guerre interne ou externe, la tentation de Mars, devient grande.

La guerre de classes pouvant être directe ou indirecte, indirecte quand cela est possible et direct quand cela ne l'est pas. Indirecte, elle emprunte des détours et recourt à des médiations de race et de sexe. On fait la guerre aux travailleurs non propriétaires en faisant la guerre à une autre race, en incluant dans la compétition les strates inférieures de l'humanité. On divise pour établir un rapport de forces favorable en segmentant le marché du travail et en menaçant de compétition un segment par un autre. Dans une société salariale inégale, au marché du travail segmenté, la compétition de travailleurs non-propriétaires précarisés menace les travailleurs non-propriétaires protégés. Le propriétaire non travailleur peut vivre sans travail, le travailleur sans travail menace le travailleur non propriétaire. La guerre de classes prend alors la forme d'une compétition exacerbée au sein du monde des travailleurs non propriétaires, et dans les sociétés occidentales vieillissantes, un ethno-nationalisme se substitue à la social-démocratie pour protéger le continuum du travail de la rupture et permettre sa transformation en faveur des propriétaires non travailleurs. Ils doivent commander à plus de « travailleurs libres » non préposés aux machines. (A suivre)

Notes

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif et ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

[1] J'emprunte ce titre à l'ouvrage du politiste et diplomate libanais Ghasan Salamé. La tentation de Mars. Guerre et paix au XXI^e siècle. Fayard. 2024. Il s'agira ici moins de géopolitique que d'économie politique.
[2] Fabri, E. (2016). De l'appropriation à la propriété : John Locke et la fécondité d'un malentendu devenu classique. Philosophiques, 43(2), 343–369. <https://doi.org/10.7202/1038210ar>
[3] Peter Turchin. End times : elites, counter-elites, and the path of political disintegration. New York : Penguin Press, 2023.
[4] Wojtek Kalinowski. « Modèle suédois. Et si la social-démocratie n'était pas morte ? » (Charles Léopold Mayer, 2017)
[5] Ibid.
[6] « En 1750, la part relative de la production manufacturière chinoise était de 32,8 %, alors que celle de l'Europe était de 23,2 % – leurs populations respectives étant estimées à 207 millions et 130 millions de personnes. Prises ensemble, les parts de l'Inde et de la Chine atteignaient

57,3 % de la production manufacturière globale [...]. Le produit intérieur brut par habitant en Chine s'élevait à 228 dollars (valeur de 1960), contre 150 à 200 dollars selon les pays en Europe ». Philip S. Golub, « Quand la Chine et l'Inde dominaient le monde », Manière de voir, no 9, 2006, p. 9.
[7] https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/05/13/ivan-krastev-les-europeens-ne-sont-pas-menaces-par-l-echec-de-leur-modele-mais-par-ses-succes_6232899_3232.html
[8] Wojtek Kalinowski op. cit. p. 14
[9] Ibid. p. 45
[10] Ibid. p. 54
[11] Ibid. p. 84-85
[12] https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/12/20/suede-le-lent-declin-d-un-modele-qui-n-en-finit-pas-de-creuser-les-inegalites-entre-riches-et-pauvres_6155123_3232.html

[13] <https://www.telos-eu.com/fr/politique-francaise-et-internationale/suede-le-crepuscule-de-la-social-democratie.html>
[14] Ivan Krastev & Stephen Holmes. Le moment illibéral (The Light that Failed) Arthème Fayard, 2019.
[15] Voir la thèse de Richard Wilkinson et Kate Pickett. Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous. Les petits matins/ Institut Veblen/ Étopia, 2013 pour la traduction.
[16] Dans une plongée historique jusqu'au Néolithique, Walter Scheidel identifie quatre processus ou facteurs de liquidation des inégalités extrêmes et de progression de l'égalité – la guerre, la révolution, l'effondrement de l'État et la pandémie –, en se gardant de tout déterminisme. Walter Scheidel. Une histoire des inégalités de l'âge de pierre au XXI^e siècle. Princeton University Press, 2017. Actes Sud, 2021.

ARABIE SAOUDITE
Riyad accueille la 34e édition de l'Exposition saoudienne consacrée à la construction

La 34^e édition de la SaudiBuild Exhibition, le plus grand salon de la construction de la région, se tiendra du 4 au 7 novembre au Riyadh International Convention and Exhibition Center. Jusqu' 600 organisations de 31 pays et 22 000 professionnels sont attendus à cet événement, placé sous le patronage du ministre des municipalités et du logement, Majed Al-Hogail. L'exposition sera organisée en parallèle à la 25^e édition du salon de l'énergie et de l'eau Saudi Elenex. Elle se concentrera sur les efforts visant à transformer le secteur de la construction grâce à la durabilité et aux technologies intelligentes. La Saudi Build Exhibition abordera des thèmes tels que la durabilité, les technologies de construction avancées et l'innovation. L'événement est géré par la RiyadhExhibitions Company.

GOLFS DE LUXE ET CLUBS PRIVÉS

Discovery Land Company s'installe au Portugal et à Dubaï

Spécialiste des complexes résidentiels golifiques ultra-haut de gamme, le groupe américain DiscoveryLandCompany poursuit désormais ses développements à Comporta, dans le sud du Portugal, et à Dubaï. Sur la côte de l'Alentejo au Portugal, un long ruban de plages d'une soixantaine de kilomètres, bordé de pinèdes et de dunes sauvages, s'étire de Comporta à Sines. Auparavant rurale, la région voit aujourd'hui semultiplier les projets immobiliers, dont de nombreux resorts avec terrains de golf pour touristes (très) aisés. Tel celui de Discovery Land Company, au nord de Melides. Sur un peu plus de 300 hectares, dont unetrentaine de forêts préservées, le projet Costa Terra Golf Ocean Club est articulé autour du golf et du surf, dans un cadre volontairement décontracté qui a fait la réputation du promoteur américain. Les travaux d'aménagement ont démarré en 2021 et les premiersrésidents devraient prendre possession des lieux en juin2025. Fondée en 1994 par Mike S. Meldman, Discovery Land a développé depuis une trentaine de complexesimmobiliers autour du golf, la plupart situés enAmérique du Nord et centrale (Etats-Unis, Canada, Mexique, Bahamas, Costa Rica...), sous la forme de clubs privés qui totalisent 11 000 membres. L'objectif : créer, à partir de destinations familiales, unecommunauté autour de centres d'intérêt —essentielle- ment le golf — et d'expériences partagées, cultivant ainsi un certain entre-soi. Par ailleurs, avec l'entrepreneur Rande Gerber (époux de la mannequin Cindy Crawford) et l'acteur George Clooney, Mike S. Meldman avait créé en 2012 la marque de tequila Casamigos, cédée au groupe Diageo en 2017 pour un montant d'un milliard de dollars.

ACTIVITÉ TOURISTIQUE INFORMELLE EN TUNISIE

Un fléau à combattre ou une manne à saisir ?

Entre les faux guides, les locations de locaux meublés non homologués, le transport informel, les organisateurs informels de voyages, on ne sait plus sur quel pied danser ! Il s'agit là de quelques métiers qui prolifèrent grâce aux tricheurs qui cherchent des gains faciles et rapides au détriment de la qualité du tourisme tunisien.

Il s'agit d'un phénomène de plus en plus grandissant qui laisse les autorités perplexes quant à l'attitude à emprunter. Malheureusement, l'économie touristique informelle est bien là ! Faut-il donc combattre ce fléau ?

Ou faut-il au contraire profiter de cette opportunité ?

Dans plusieurs pays, comme en Tunisie d'ailleurs, le tourisme est un secteur au centre des activités informelles : faux guides, locations de locaux meublés non homologués, transport informel, organisateurs informels de voyages... Le phénomène en accélération de jour en jour mérite un sérieux éclairage sur ses facettes, ses facteurs déterminants et ses conséquences économiques. Le combat contre l'informel vise à la fois à bannir les activités illicites et à intégrer et contrôler toutes les activités qui génèrent une valeur marchande pour augmenter les recettes fiscales et le PIB. Néanmoins, les problèmes sous-jacents à son développement sont profonds.

Eviter les impôts et les cotisations sociales

D'après les spécialistes et selon certaines études, dans les économies émergentes, l'informel est souvent présenté comme un obstacle à la croissance et au développement durable. « Les acteurs informels y ont recours pour éviter les impôts et les cotisations sociales, se dérober aux normes et aux exigences en

matière de licences », expliquent les experts du domaine. Dans une perception générale, cette économieinformelle utilise un marché du travail où les travailleurs informels n'ont pas de contrats, ni protections sociales, ne sont pas instruits, sont sous- payés et sont plus susceptibles d'être pauvres.

L'informel est nourri par la « triche » !

Les gens y recourent pour éviter de payer leurs impôts. Le secteur touristique ne déroge pas à ce schéma général. En tant que secteur de services, l'activité informelle dans le domaine touristique attire beaucoup d'investisseurs, de toutes les tailles, qui échappent aux cadres légaux, et qui ne déclarent ni leurs revenus ni leurs salariés. Pour toutes les autres structures formelles, ce fléau impose une concurrence déloyale qui les prive de leur droit en tant qu'organisations enregistrées auprès de l'administration et qui s'acquittent de leurs obligations en termes de licence et d'autorisations (cautions, assurances, fiscalité...). Dans une tribune consacrée au tourisme informel l'ancien ambassadeur, ElyèsKasri, a mentionné que « la décision d'exiger à l'arrivée de chaque touriste étranger sur le territoire national une réservation d'hôtel payée en devises étrangères et l'obligation de procéder au change dans des institutions autorisées nous évitera un faux tourisme qui ne fait qu'encombrer nos routes, alimente le marché

parallèle de la location immobilière et la consommation de produits subventionnés au prix de sacrifices considérables pour le contribuable et le trésor tunisiens ». Selon lui, les activités informelles privent l'Etat de recettes dont il a grandement besoin. Ces pratiques ne font qu'alimenter la fraude, la corruption et les trafics. Cette situation est tout aussi problématique puisqu'elle nuit, aussi bien à la destination qu'au secteur privé formel et aux touristes qui se trouvent, parfois, piégés et arnaqués. Néanmoins, l'informel peut, aussi, pallier l'absence de structures touristiques, surtout dans des zones reculées loin des pôles touristiques traditionnels. Ce qui nous pousse à nous interroger : est-ce que l'élimination de l'informel est une nécessité ?

Devant le fait accompli !

Il est important de rappeler que le secteur emploie une grande part de la population active et génère de la valeur. L'informel dans le domaine touristique apparaît comme une chance pour les territoires et les populations. Ce qui pousse les décideurs, et même les entreprises formelles, à le tolérer, et même à le soutenir, pour ce qu'il apporte comme innovation pour le produit de la destination d'une part, et comme revenu pour la population locale d'autre part (tourisme solidaire, volontourisme — une forme de tourisme conjuguant voyage et engagement volontaire —, tourisme humanitaire...).

CHAMBRE DE QATAR

Les opportunités d'investissement entre les secteurs privés qatari et vietnamien examinées

La Chambre de Qatar a examiné, lors d'une réunion que M. Mohamed bin Twar Al Kuwari, le premier vice-président de la Chambre de Qatar a tenue avec M. VoTanThanh, le vice-président de la Chambre de commerce et d'industrie du Vietnam (VCCI), les perspectives de coopération conjointe, le climat d'investissement et les opportunités disponibles entre les secteurs privés qatari et vietnamien. À cette occasion, M. Mohamed bin Twar a indiqué que le Qatar et le Vietnam entretiennent des relations

de coopération bien développées, signalant que de nombreuses opportunités de coopération et de partenariat existent entre le secteur privé qatari et son homologue vietnamien. Il a précisé que la Chambre de Qatar encourage les investisseurs qataris à explorer les possibilités d'investissement au Vietnam, tout en invitant les Vietnamiens à investir au Qatar, qui offre de nombreuses possibilités dans de nombreux secteurs. De son côté, le vice-président de la

Chambre de commerce et d'industrie du Vietnam a déclaré que l'objectif de la visite était de promouvoir l'économie et le climat d'investissement au Vietnam et de stimuler les investissements qataris dans son pays. Il a ajouté que les relations entre les deux pays sont excellentes, bien que le volume des échanges commerciaux soit encore inférieur aux attentes, signalant qu'il existe de nombreux secteurs dans lesquels les entreprises des deux parties peuvent coopérer, tels que les infra-

structures, la sécurité alimentaire, les énergies renouvelables, les technologies de l'information et l'énergie. Il a rappelé que les chambres de Qatar et du Vietnam ont signé, en 2014, un mémorandum d'entente visant à promouvoir la coopération entre les secteurs privés qatari et vietnamien, tout en insistant sur l'importance d'échanger des visites au niveau des délégations patronales afin d'explorer les opportunités d'investissement disponibles de part et d'autre.

MAURITANIE

Mattel étend son réseau télécoms avec l'appui technique de Huawei

Mattel évolue depuis 2000 sur le marché télécoms mauritanien qui compte actuellement environ 5,4 millions clients. L'entreprise partage le marché notamment avec l'opérateur historique Mauritel et Chinguitel. La société de téléphonie mobile mauritanienne Mattel a annoncé la semaine dernière l'achèvement d'une campagne d'extension de son réseau télécoms engagée il y a deux ans. L'initiative permet à l'opérateur télécoms d'améliorer la couverture de son réseau dans un pays qui affiche un score de couverture réseau de 43,3 sur 100, selon l'Indice de connectivité mobile 2023 de l'Association mondiale des opéra-

teurs de téléphonie (GSMA). Le projet a été réalisé en deux phases. La première, achevée en novembre 2023, s'est concentrée sur le renforcement du réseau dans 266 sites. La seconde, finalisée en septembre 2024, a permis d'étendre le réseau à 217 sites supplémentaires, cela a permis de couvrir toutes les capitales régionales et les districts du pays. En outre, Mattel a renforcé la couverture de cinq axes routiers majeurs en Mauritanie. « Mattel a également contribué activement à la mise en œuvre de la stratégie nationale d'accès universel, en assurant l'exploitation du réseau dédié à la couverture de la zone frontalière sud du pays avec des services téléphoniques

et Internet, allant de la région de Ndiago à Ould Yengé », a ajouté l'entreprise dans un communiqué. Selon la GSMA, 96,7 % des 4,93 millions d'habitants que compte la Mauritanie sont couverts par le réseau 2G. Les réseaux 3G et 4G couvrent respectivement 72 % et 12 % de la population mauritanienne. En matière d'utilisation, la Mauritanie comptait 5,4 millions d'abonnés pour un taux de pénétration de 124 % selon les dernières statistiques disponibles de l'Autorité de régulation (ARE). Toutefois, l'Union internationale des télécommunications (UIT) indique que le taux de personnes possédant un téléphone mobile dans le pays est de 61,3 %.

ANTONIO DAVID, (FMI AFRIQUE)

«La dette africaine se stabilise enfin»

Le chef de division adjoint au Département Afrique du FMI, Antonio David, observe pour les perspectives régionales d’octobre 2024, une stabilisation de la dette publique africaine, mais s’inquiète de son coût. Pour un pays sur quatre, le remboursement de cette dette dépasse 20% des recettes fiscales, un niveau associé aux tensions budgétaires.

Les perspectives économiques pour l’Afrique s’améliorent petit à petit. Certains changements dans les politiques économiques commencent à montrer des résultats positifs. Par exemple, on observe une diminution de certains déséquilibres économiques, comme l’inflation, qui baisse dans plusieurs pays. Environ la moitié des pays affichent déjà des taux d’inflation plus acceptables. En 2023, de nombreux pays ont également fait des efforts pour mieux gérer leurs finances publiques : environ deux tiers des pays ont pris des mesures pour consolider leur budget du PIB. Cependant, la bonne nouvelle est que la dette ne continue pas à augmenter. Certains pays africains ont pu accéder au marché des euro-obligations, comme le Cameroun en juillet. Du côté des échanges extérieurs, on prévoit également une légère amélioration du déficit du compte courant en 2024, qui passerait de 4,2 % du PIB à 4,3 % pour les pays africains typiques. Cependant, malgré ces progrès, il reste des vulnérabilités, qui varient selon les pays. Comme vous le savez, l’Afrique est un continent très diversifié, avec des situations différentes selon les pays. Dans un tiers des pays, comme l’Angola, l’Algérie et l’Éthiopie, l’inflation reste encore élevée, avec des taux à deux chiffres. En 2023, de nombreux pays ont égale-



ment fait des efforts pour mieux gérer leurs finances publiques : environ deux tiers des pays ont pris des mesures pour consolider leur budget. En général, les pays de la région ont une faible capacité à rembourser leur dette. Un indicateur clé à surveiller est le rapport entre les intérêts de la dette et les revenus fiscaux. Ce ratio est en moyenne de 12 % pour les pays africains, mais dans un quart des pays, il at-

teint 20 %, un niveau assez élevé qui montre des tensions budgétaires. De plus, les réserves de devises des pays sont souvent insuffisantes, couvrant moins de trois mois d’importations. En 2025, on espère une légère accélération de la croissance économique, autour de 4,4 %. C’est mieux que les taux observés en 2024 et 2023, mais cela reste insuffisant pour vraiment réduire la pauvreté ou rattraper les pays plus

riches et les marchés émergents. Selon nos prévisions, les efforts pour équilibrer les budgets continueront en 2025, avec un ajustement d’environ 0,6 % du PIB, réparti entre l’augmentation des revenus et la réduction des dépenses. Cependant, ces perspectives sont soumises à plusieurs risques, notamment la montée des tensions sociales, le changement climatique, les catastrophes naturelles, l’instabilité des marchés financiers mondiaux, la pandémie de mpx, la volatilité des prix des matières premières, ainsi que la fragmentation géopolitique. Le retour sur le marché des euro-obligations est une très bonne nouvelle. Cela montre que les conditions de financement mondiales sont devenues un peu plus favorables, ce qui a permis de réduire les coûts d’emprunt. C’est aussi une reconnaissance des efforts faits par les gouvernements pour adopter des politiques économiques plus prudentes. On peut dire que c’est une sorte de récompense pour ces efforts. Cependant, il est important de noter que de nombreux pays de la région ne peuvent toujours pas accéder à ces financements extérieurs. De plus, les taux d’intérêt de ces emprunts restent plus élevés que la moyenne historique : alors qu’ils étaient autour de 7 % en moyenne dans le passé, certains pays doivent maintenant payer des taux dépassant 10 %.

CÔTE D'IVOIRE

SUCAF-CI injecte 30 millions \$ dans une distillerie

Première économie de l’UEMOA, la Côte d’Ivoire est l’un des principaux marchés pour les boissons alcoolisées du bloc économique. Alors que le pays dépend fortement des importations pour ses besoins, les perspectives d’investissement dans la production locale sont prometteuses. En Côte d’Ivoire, la compagnie sucrière, Sucrerie africaine (SUCAF-CI), filiale du groupe français SOMDIAA, a procédé le jeudi 31 octobre dernier à la pose de la première pierre de sa

nouvelle distillerie basée sur un site de 2,3 hectares dans la ville de Ferkessédougou. Selon les informations relayées par les médias locaux, la construction de cette installation mobilise un investissement de 18 milliards FCFA (29,8 millions \$) et sa mise en exploitation est prévue d’ici mars 2026. D’après Anthony Ahiaba, directeur général de l’entreprise, la distillerie sera dotée d’une capacité de production de 12 millions de litres d’alcool extraneutre (AEN - éthanol contenant au mi-

nimum 96 % d’alcool par volume) par an pour satisfaire les besoins industriels du marché local. « Nous œuvrons pour que la Côte d’Ivoire atteigne progressivement l’autosuffisance alimentaire tout en offrant des produits de qualité », souligne le responsable. Globalement, cet investissement devrait permettre à l’entreprise de diversifier ses activités en dehors du segment du sucre. Il convient de noter que l’éthanol est une matière première de

base pour la fabrication de boissons alcoolisées (spiritueux, vins, bières, liqueurs...). Selon les projections formulées sur la plateforme statista, les ventes sur le marché ivoirien des boissons alcoolisées devraient générer plus de 2,8 milliards \$ en 2024 et croître de 3,75 % en moyenne par an jusqu’en 2029. Pour son approvisionnement en matières premières, la distillerie dépendra principalement de la mélasse (sous-produit de la fabrication de sucre) qui sera collectée au niveau des deux sucre-

ries de SUCAF-CI basées également à Ferkessédougou. Le coup d’envoi des travaux de construction de l’usine a également été l’occasion pour l’entreprise de lancer sa campagne sucrière 2024/2025 avec pour ambition de produire plus de 127 000 tonnes de sucre. En Côte d’Ivoire, SUCAF-CI cultive et exploite plus de 14 600 hectares de plantations de cannes à sucre à Ferkessédougou et produit la marque phare de sucre « Princesse Tatie ».

GHANA

Le producteur d’or Asante Gold veut mobiliser 75 millions \$ sur le marché local

1er producteur africain d’or, le Ghana incite depuis quelques années les compagnies à s’inscrire sur le marché boursier local pour exposer les investisseurs à la réussite des opérations et ainsi maximiser les retombées de l’exploitation minière. Le producteur d’or basé au Canada Asante Gold a récemment annoncé une levée de fonds de 525 millions USD pour augmenter sa production au Ghana. Pour réussir cette opération, la compagnie prévoit de solliciter

les investisseurs locaux à travers l’émission d’obligations libellées en cedis ghanéens et visant à mobiliser 75 millions USD. Cette opération destinée notamment aux fonds de pension du pays s’inscrit dans la continuité de la stratégie gouvernementale visant à maximiser les retombées économiques de l’exploitation aurifère locale. C’est dans ce cadre que les autorités ont obtenu la cotation d’une partie des actions d’Asante sur la bourse du Ghana, afin de permettre

aux investisseurs du marché local de participer au succès de l’entreprise. En 2023, le Fonds souverain minier du pays, le MineralsIncome Investment Fund, a aussi annoncé la mise en place d’un fonds négocié en bourse (ETF) adossé à l’or et destiné à valoriser les petits exploitants. Pour rappel, le Ghana a ravi depuis quelques années la place de 1er producteur africain d’or à l’Afrique du Sud, et ne semble pas près d’abandonner ce statut.

Outre Asante qui prévoit de porter sa production à 500 000 onces d’or par an d’ici 2028 contre un peu plus de 200 000 onces en 2023, le Ghana devrait voir en 2025 l’entrée en production de 2 nouvelles mines. AhafoNorth de l’américain Newmont et Namdini du chinois Shandong peuvent ajouter au moins 600 000 onces par an à la production nationale. Le Ghana vise une production de 4,3 à 4,5 millions d’onces d’or en 2024, contre 4 millions d’onces en 2023.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses chinoises en hausse, avant un plan de relance influencé par le scrutin américain

Les Bourses chinoises partaient en hausse lundi matin, malgré l'attitude attentiste des investisseurs à l'approche des résultats du duel présidentiel très serré aux États-Unis, et en raison de l'élaboration d'un nouveau plan de relance par Pékin qui, selon les experts, pourrait être consolidé ou non en fonction de l'issue du scrutin.

A Hong Kong, l'indice Hang Seng gagnait 0,14% à 20.534,14 points peu avant 04H00 GMT. Au même moment, l'indice composite de Shanghai prenait 0,53% à 3.289,51 points tandis que celui de Shenzhen progressait de 1,44% à 1.973,88 points. Sydney, Séoul, Singapour, Taïpei, Wellington et Jakarta étaient également en hausse à moindre échelle. La Bourse de Tokyo était fermée aujourd'hui pour cause de jour férié. Les principaux responsables du Parlement chinois - dans les faits soumis au Parti communiste au pouvoir - se réunissent depuis ce lundi pour élaborer un plan de relance qui, selon des analystes, pourrait encore être consolidé si Donald Trump remportait cette semaine l'élection présidentielle américaine. Les autorités ont annoncé ces dernières semaines des salves de mesures pour stimuler l'activité économique en berne, avec des baisses de taux d'intérêt, notamment pour les prêts immobiliers existants, ainsi que des assouplissements de restrictions sur l'achat de logements. Après une envolée en Bourse alimentée par

l'espoir d'un grand plan de relance, l'optimisme est quelque peu retombé devant des promesses et des politiques jugées pas assez fortes par les marchés qui espéraient un grand investissement chiffré.

Sentiment anti-chinois

«Nous pensons que les résultats des élections américaines auront un certain impact sur l'ampleur du plan de relance de Pékin», a déclaré dans une note Ting Lu, économiste en chef pour la Chine de la holding financière japonaise Nomura. Surfant sur le sentiment anti-chinois dans la classe politique américaine, les deux candidats se sont engagés à continuer de mettre Pékin sous pression. Donald Trump a promis d'imposer des droits de douane de 60% sur tous les produits chinois entrant aux États-Unis. Les économistes de Nomura s'attendent à ce que les législateurs approuvent cette semaine un budget supplémentaire d'environ 1.000 milliards de yuans (129 milliards d'euros), principalement destiné aux collectivités locales endettées.

Des analystes anticipent également de la part de Pékin une aide exceptionnelle de 1.000 milliards de yuans pour les banques, afin de résoudre le problème des prêts non performants de ces quatre dernières années. «Beaucoup d'argent servira à couvrir les pertes» et «ne sera pas vraiment destiné à stimuler la croissance», indique Alicia Garcia Herrero, de Natixis. «Nous attendons plus de détails sur les propositions à adopter», a de son côté souligné Heron Lim de Moody's Analytics, y compris «comment ce financement supplémentaire serait alloué pour résoudre les problèmes économiques à court terme».

Sans réouverture des vannes, le pétrole en hausse

Les prix du pétrole ont augmenté de plus de 1% lundi après que huit membres de l'Opep+, dont l'Arabie saoudite et la Russie, ont annoncé dimanche une extension de leurs coupes de production de pétrole jusqu'à fin décembre. Outre

Ryad et Moscou, sont concernés l'Irak, les Émirats arabes unis, le Koweït, le Kazakhstan, l'Algérie et Oman. Tous sont convenus de «prolonger d'un mois leurs réductions volontaires supplémentaires de production de 2,2 millions de barils par jour», a indiqué l'alliance dans un communiqué. Avec l'annonce de dimanche, la réouverture des robinets d'or noir interviendra donc avec trois mois de retard sur le calendrier prévu. Cette décision vise à soutenir les prix, le WTI américain et le Brent se situant autour de 70 dollars face à une demande incertaine, loin du seuil de 80 euros visé. «C'est la conséquence logique de la pression persistante à la baisse sur les cours en raison des perspectives moroses de la demande en Chine et dans le monde», a commenté Ipek Ozkardeskaya, analyste de Swissquote Bank. L'impact de l'annonce de l'Opep+ devrait cependant être limité, estime-t-elle, alors que «la stratégie de restrictions» du groupe peine à porter ses fruits.

L'Europe ouvre prudemment avant l'élection américaine

Les principales Bourses européennes sont stables lundi dans les premiers échanges, les incertitudes liées aux résultats de l'élection américaine continuant à nourrir la prudence en pleine saison des résultats d'entreprises. À Paris, le CAC 40 se hisse de 0,03% à 7.411,05 points vers 08h15 GMT. Le Dax à Francfort abandonne 0,1% tandis que le FTSE à Londres progresse de 0,08%. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 perd 0,03%, l'EuroStoxx 50 recule de 0,03% et le Stoxx 600 croît de 0,03%. La semaine qui s'ouvre s'entame sur le ton de la prudence alors que les résultats de l'élection américaine, toujours aussi indécise, aura des conséquences majeures sur les Bourses mondiales. En attendant de connaître le nom du futur président des États-Unis - ce qui pourrait prendre plusieurs jours -, les investisseurs se concentreront aussi sur la décision de la politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed) plus tard dans la semaine.

En Europe, les marchés attendent les PMI manufacturiers définitifs de la France, de l'Allemagne et de la zone euro au cours de la séance. La saison des résultats reprend par ailleurs doucement lundi avec par exemple Ryanair avant de s'accélérer dès demain avec UniCredit en Italie ou Bouygues en France. Côté valeurs, Ryanair perd justement 1,4% après une baisse de ses bénéfices au premier semestre. Société Générale est stable après que Citigroup a relevé sa recommandation de "neutre" à "acheter" tandis que STMicroelectronics abandonne 1,55% après que Morgan Stanley a abaissé sa recommandation de "pondération en ligne" à "sous-pondérer". A Londres, Burberry bondit de 7,5% après des informations de presse évoquant un intérêt de l'italien Moncler sur le groupe de luxe britannique.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 04 Novembre 2024 Valeur : 06 Novembre 2024					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		133.0516	133.0666
1	EUR	EURO		144.8932	144.9361
1	GBP	POUND STERLING		172.5478	172.5672
100	JPY	JAPANESE YEN		87.4649	87.4805
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7423	18.7449
1	CHF	SWISS FRANC		153.7280	153.7631
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.5625	95.5801
1	DKK	DANISH KRONE		19.4310	19.4340
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.4404	12.4436
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.0907	12.0958
1	AED	UAE DIRHAM		36.2232	36.2293
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.4237	35.4315
1	KWD	KUWAITI DINAR		434.0998	434.2905
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.6664	43.0952
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.5362	13.5377
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.5122	27.6531
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3507	3.3611
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.1383	177.1383

CAC40

Hésitations en vue à l'ouverture

Les futures sur le CAC40, en hausse de seulement deux points vers 7420, augurent d'un démarrage hésitant à Paris, pour une semaine où les regards seront largement braqués vers une élection présidentielle américaine à l'issue particulièrement incertaine. 'Aucun des deux candidats n'annonce vouloir réduire le déficit du budget fédéral. Dans une économie dépassant déjà son potentiel, cela peut causer un

excès de demande et une tension sur les prix', mettait en avant Oddo BHF la semaine dernière. 'Il est universellement admis que ce risque serait plus fort si Donald Trump est élu et applique son programme (hausse des droits de douane, limitation des flux migratoires)', prévenait cependant le bureau d'études. Autre temps fort de la semaine, la Banque d'Angleterre et la Réserve fédérale rendront jeudi

leurs décisions de politique monétaire respectives, une baisse de taux de 25 points de base étant largement attendue de la part de la banque centrale américaine. 'Les créations d'emplois plus faibles que prévu pourraient inciter la Fed à donner une suite à cette réduction', estimait d'ailleurs vendredi Mahmoud Alkudsi, analyste de marché senior chez ADSS, après le piètre rapport sur l'emploi pour le mois d'octo-

bre. Cette actualité pourrait faire passer au second plan les statistiques de la semaine, telles que les indices d'activité PMI, ou des publications d'entreprises comme Bouygues, Crédit Agricole et Veolia à Paris, ou encore DHL, Ahold Delhaize et IAG ailleurs en Europe. En attendant, on notera que le conseil d'administration de Schneider Electric a nommé, avec effet immédiat, Olivier Blum

au poste de directeur général, après avoir mis fin aux fonctions de Peter Herweck en raison de désaccords dans la mise en oeuvre de sa feuille de route. Bureau Veritas a conclu un accord en vue de l'acquisition du groupe australien APP, une transaction stratégique qui renforcera sa présence dans la région Asie-Pacifique et étendra ses capacités en matière de projets d'infrastructures.

TENDANCES MONDIALES DES MATIÈRES PREMIÈRES

Vers une baisse des prix d'ici 2026

Selon le dernier rapport de la Banque mondiale, intitulé "Commodity Markets Outlook", les prix mondiaux des produits de base devraient connaître une baisse significative d'ici 2026, atteignant leur niveau le plus bas depuis cinq ans.

Ce déclin est en grande partie attribué à une surabondance historique de l'offre de pétrole, qui pourrait limiter l'impact des tensions géopolitiques, notamment en cas de conflit élargi au Moyen-Orient. Pour l'année 2025, la Banque mondiale prévoit que l'offre mondiale de pétrole dépassera la demande de 1,2million de barils par jour. Ce chiffre est remarquable, car il n'a été dépassé que lors des confinements liés à la pandémie de Covid-19 et de l'effondrement des prix en1998. Ce surplus d'approvisionnement s'explique en partie par une stagnation de la demande en Chine, observée depuis 2023, ainsi que par une augmentation de la production dans divers pays en dehors de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et de ses alliés. L'Opep+ maintient également d'importantes réserves, évaluées à 7 millions de barils par jour, soit presque le double du niveau enregistré avant la pandémie. Entre 2024 et 2026, les prix mondiaux des matières premières devraient dimi-

nuer de près de 10 %. Les prix des denrées alimentaires, en particulier, devraient reculer de 9 % en 2024, suivis d'une baisse de 4 % en2025. Cependant, il est important de noter que ces prix resteront supérieurs d'environ 25 % par rapport aux niveaux moyens observés entre 2015 et 2019.Concernant l'énergie, les prévisions indiquent un fléchissement de 6 % en 2025, puis de 2 % en 2026, ce qui pourrait faciliter la lutte contre l'inflation pour les banques centrales. Néanmoins, une escalade des conflits pourrait perturber ces prévisions. Indermitt Gill, économiste chef de la Banque mondiale, souligne que bien que la baisse des prix des matières premières puisse servir de tampon face aux chocs géopolitiques, elle ne suffira pas à atténuer les difficultés liées à l'insécurité alimentaire, qui touche déjà plus de 725 millions de personnes dans les pays en développement. Le rapport met également en lumière les implications d'une intensification du conflit au Moyen-Orient. Une réduction de l'offre mondiale de pétrole

de 2 millions de barils par jour pourrait entraîner une hausse initiale des prix du Brent, atteignant un pic de 92 dollars le baril. Cependant, les producteurs non affectés par le conflit pourraient compenser cette hausse par une augmentation de leur production. Enfin, la bonne nouvelle pour les décideurs des économies en développement est que la situation actuelle de l'économie mondiale est plus favorable pour faire face à un choc pétrolier qu'auparavant. AyhanKose, économiste en chef adjoint de la Banque mondiale, affirme que la baisse des prix des matières premières pourrait aider à atteindre les objectifs d'inflation, tout en offrant une occasion de réduire les subventions aux combustibles fossiles. Parallèlement, le prix de l'or, traditionnellement perçuc omme une valeur refuge, devrait atteindre des niveaux records cette année, avec une augmentation de 21 % par rapport à 2023, tandis que les prix des métaux industriels devraient rester relativement stables jusqu'en 2026.

CONCURRENCE

L'UE et le Royaume-Uni finalisent un accord de coopération

Le nouveau texte doit permettre de renforcer la collaboration entre les 27 et Londres, notamment dans la transmission d'informations. Bruxelles et Londres ont finalisé mardi la négociation d'un accord qui permettra à la Commission européenne et aux autorités nationales de concurrence des pays de l'UE de coopérer sur des enquêtes avec leur homologue britannique. Cet accord entrera en vigueur une fois que l'UE et le Royaume-Uni auront achevé leurs procédures de ratification, a annoncé la Commission. Il doit encore être approuvé par le Conseil européen, qui représente les Etats membres, et par le Parlement européen. Ce rapprochement intervient alors que le Premier ministre britannique Keir Starmer souhaite relancer les relations avec l'UE après le Brexit. Cet accord renforce notre relation et contribuera à garantir que l'application des règles (de concurrence) soit coordonnée entre nos juridictions, au bénéfice ultime des entreprises et des consommateurs s'est félicitée la commissaire européenne à la Concurrence, Margrethe Vestager. La directrice générale de l'autorité britannique de la concurrence (CMA), Sarah Cardell, a salué un accord qui permettra de travailler encore plus étroitement avec les autorités de l'UE sur des affaires communes et des questions de concurrence partagées, sans barrières inutiles. Eviter tout conflit Le texte prévoit en particulier que les enquêtes importantes en matière d'antitrust et de fusion feront l'objet d'une notification réciproque. Il permettra également de coordonner, si nécessaire, les enquête sentre les juridictions impliquées et d'établir des principes clairs de coopération visant à éviter tout conflit entre les juridictions, a expliqué la Commission. L'Accord de commerce et de coopération UE/Royaume-Uni, conclu dans le cadre du Brexit, prévoyait lapossibilité de conclure un accord complémentaire spécifique sur la coopération en matière de concurrence.

ETATS-UNIS

Les grèves et ouragans font dégringoler les créations d'emplois

Seuls 12.000 emplois ont été créés en octobre, a annoncé ce vendredi le ministère du Travail. Les analystes tablaient pourtant sur 110.000, selon le consensus de Market Watch. Les créations d'emplois ont ralenti fortement et bien plus qu'attendu en octobre aux États-Unis, sous l'effet cumulé de grèves et de deux ouragans, ce qui pourrait peser sur le camp démocrate à quatre jours de l'élection présidentielle, malgré un taux de chômage stable à4,1%. En octobre, 12.000 emplois seulement

ont été créés, a annoncé vendredi par le département du Travail, quand les analystes en attendaient 110.000, selon le consensus de Market Watch. C'est bien moins qu'attendu puisque les analystes tablaient sur 110.000, selon le consensus de Market Watch. Il est probable que les estimations de l'emploi salarié dans certains secteurs aient été perturbées par les ouragans, détaille le ministère dans son communiqué. Ces chiffres sont en effet issus de deux enquêtes, réalisées auprès des mé-

nages et d'entreprises et administrations, dont le déroulement a sans doute été affecté par les importants dégâts causés par les ouragans Hélène et Milton, fin septembre et début octobre. En outre, souligne le département du Travail, l'emploi a diminué dans le secteur manufacturier en raison des grèves; notamment celle qui touche l'avionneur Boeing depuis le 13 septembre. Une mauvaise nouvelle pour les Démocrates à 4 jours de l'élection Grévistes, mais aussi personnes au chômage tech-

nique, sont comptabilisées aux États-Unis comme étant sans emploi. En revanche, l'emploi a poursuivi sa tendance à la hausse dans les soins de santé et le gouvernement. Les créations d'emplois d'août et septembre ont par ailleurs été révisées à la baisse, respectivement à 78.000et 223.000, ce qui représente au total 112.000 emplois finalement non créés. A quatre jours d'un duel particulièrement tendu et serréentre Kamala Harris et Donald Trump, nul doute que ce dernier pro-

fitera de ces chiffres moins bons pour pointer du doigt la mauvaise gestion économique du pays parles démocrates. Et les électeurs pourraient aussi leur en tenir rigueur. Le camp démocrate peine en effet à convaincre les électeurs de leurs bons résultats en matière d'économie, ceux-ci étant occultés par plusieurs années d'inflation et de taux d'intérêts élevés. Même le rêve américain d'acquérir un pavillon est aujourd'hui hors de portée pour de nombreuses jeunes familles.

ZONE EURO

L'inflation rebondit mais reste dans l'objectif de la BCE

Après 1,7% en septembre, la dynamique des prix a augmenté de 2% sur un an en octobre. Malgré le rebond,l'inflation est toujours au niveau de l'objectif de la Banque centrale européenne qui diminue progressivement ses taux directeurs. L'inflation en zone euro a augmenté plus que prévu en octobre, à 2% sur un an, selon des chiffres publiés jeudipar Eurostat. Il s'agit donc d'un rebond après les 1,7%de septembre. Surtout, le chiffre d'octobre est supérieur aux consensus des analystes de Facts et et Bloomberg qui tablaient en moyenne sur une progression de 1,9%. La dynamique des prix a donc rebondi, mais cette accélération intervient après deux mois de ralentissement (2,6% en juillet et 2,2% en août). Ainsi, la hausse des prix à la consommation se maintient au niveau de l'objectif de 2%, fixé par la Banque centrale européenne (BCE).

Quant à l'inflation sous-jacente (corrigée des prix volatils de l'énergie et de l'alimentation),particulièrement scrutée par les marchés financiers et laBCE, elle est restée stable en octobre, à 2,7% en glissement annuel, selon l'office européen des statistiques. Les analystes anticipaient plutôt un léger reflux à 2,6%.

Augmentation des prix de l'alimentation

Le rebond de l'inflation en octobre s'explique essentiellement par une accélération des prix de l'alimentation (y compris alcool et tabac). Ils ont progressé de 2,9% sur un an, après 2,4% en septembre. Les prix de l'énergie, dont ceux des carburants à la pompe, ont eux, moins reculé que le mois précédent (4,6% contre - 6,1%). La hausse des tarifs des services est cependant restée stable, à 3,9% tandis que l'inflation des biens industriels est restée contenue bien qu'en légère progression, à

0,5% après 0,4% en septembre. Dans le détail, en France, après 1,1% en septembre, les prix à la consommation ont augmenté de 1,2% en octobre, a indiqué ce jeudi l'Insee. En Italie, la dynamique des prix est aussi remontée en octobre, passant à 0,9% sur un an après 0,7% en septembre. Enfin au Portugal, l'inflation a progressé en octobre de2,3% sur un an, contre 2,1% en septembre.

Assouplissement monétaire

La hausse des prix à la consommation dans la zone euro a été divisée par cinq depuis le record de 10,6% sur unan atteint en octobre 2022, quand les tarifs de l'énergie flambaient dans le contexte de la guerre en Ukraine. « Je veux voir cet objectif de 2% atteint de manière durable. En l'absence de choc majeur, ce sera le cas dans le courant de 2025 », a même avancé la présidente de la

Banque centrale européenne, Christine Lagarde, dans un entretien au Monde, publié ce jeudi. Cette tendance a permis à la BCE de recommencer au printemps à assouplir sa politique monétaire. Pour endiguer l'inflation, l'institution monétaire avait augmenté les coûts d'emprunt à un rythme sans précédent à partir de juillet 2022, au prix d'un fort ralentissement de la croissance économique. Et le 6 juin dernier, elle a finalement abaissé ses taux directeurs, offrant un premier bol d'air pour relancer le crédit immobilier et les prêts aux entreprises. Elle a procédé à de nouvelles baisses le 12 septembre, puis le 17 octobre. « Peut-être aurait-on pu commencer à intervenir quelques mois plus tôt. Mais nous avons relevé les taux à un rythme inédit, et nous avons réussi à diminuer l'inflation de manière significative sur une période courte », a justifié la banquière centrale.

Taxes européennes à l'importation pour les VE chinoises : combien les marques paient-elles ?

L'Union européenne a fixé les dernières taxes à l'importation pour les voitures électriques fabriquées en Chine. Mais de quels montants s'agit-il ? Quels sont les constructeurs le plus durement taxés ? Depuis un certain temps, l'Union européenne s'efforce d'imposer des droits d'importation sur les voitures électriques produites en Chine. Avec cette taxe supplémentaire, la Commission européenne veut anticiper l'avantage concurrentiel déloyal dont jouiraient de nombreux constructeurs chinois parce qu'ils sont (sur)subventionnés par l'État chinois. La République populaire applique des exonérations fiscales, des formules de prêt avantageuses et des prix de dumping pour les matières premières nécessaires à la fabrication des batteries de voitures électriques. Grâce à ces subventions, l'offre de VE chinois sur le marché européen explose. De plus, ces voitures peuvent être vendues à des prix très bas, ce qui impose aux marques automobiles européennes de mettre la main à la poche. Les droits d'importation fixés par l'UE devraient rendre cette concurrence un peu plus équitable. Les droits de douane définitifs sont valables pour cinq ans, mais l'Europe laisse la porte ouverte à des négociations avec les constructeurs chinois ou avec la Chine elle-même.

Quel est le montant de la taxe d'importation de l'UE pour quel fabricant ?

Les droits d'importation européens sur les voitures électriques fabriquées en Chine varient d'une marque à l'autre. Ils sont basés sur les aides d'État qu'elles reçoivent et sur la mesure dans laquelle les constructeurs coopèrent à l'enquête lancée par la Commission. Le taux standard est de 10 %, mais il est donc majoré selon les marques :

- SAIC (MG) : 35,3 %
- Geely (Lotus, Polestar, Smart, Volvo, Zeekr) : 18,8 %
- BYD : 17%
- Tesla : 7,8%

Pour les autres marques chinoises de voitures électriques, le tarif standard varie selon qu'elles ont collaboré à l'enquête ou pas :

- Pour celles qui ont participé à l'enquête : 20,7%
- Pour celles qui ne l'ont pas encore fait : 35,3%

Il n'est pas du tout certain que ces taxes à l'importation accrues signifient que les VE importés de Chine en Europe deviendraient soudainement plus chers. En effet, d'autres paramètres que les seuls coûts entrent en ligne de compte pour déterminer le prix de vente. Étant donné que de nombreuses marques chinoises doivent encore travailler sur leur notoriété en Europe et sont donc en position de conquête, nous nous attendons à ce que les prix restent très compétitifs. Les constructeurs automobiles européens sont prévenus.

Comment Volkswagen en est arrivé là ?

Le grand patron de Volkswagen s'est expliqué dans la presse allemande sur la manière dont le groupe en est arrivé à des fermetures d'usines et des dizaines de milliers d'emplois supprimés.



On pensait les années les plus sombres de Volkswagen passées. Mais si le Dieseldate est bien derrière, c'est une nouvelle période très compliquée dans laquelle le constructeur automobile allemand vient de rentrer. Une véritable période de crise. Un plan social historique même emmené par plusieurs fermetures d'usines - on sait déjà que ce sera le cas de celle d'Audi de Bruxelles. Par des dizaines de milliers d'emplois supprimés. Par des réduction et des gels de salaires. Si tous les contours de ces mesures restent encore à être précisés, le directeur général de la marque s'est exprimé en ce premier week-end de novembre. Alors comment a-t-on pu en arriver là ?

«Nos coûts doivent baisser massivement»

Toutes les explications d'Oliver Blume, président du conseil d'administration de Volkswagen AG depuis 2022, et donc des 13 marques qui s'y rapportent, tiennent en une phrase, prononcée au journal allemand Bild am Sonntag : "La faible demande du marché en Europe et la baisse significative des bénéfices en Chine révèlent des décennies de problèmes structurels chez VW". Le grand pa-

tron fait notamment référence ici au fait que les coûts de production en Allemagne son très élevés, parfois deux fois plus que sur d'autres sites européens. Rapporté aux dix usines allemandes et quelques 120 000 personnes qui y travaillent, VW a perdu en compétitivité. "Nos coûts en Allemagne doivent baisser massivement".

900 millions d'euros de côté

Pour autant, les chiffres actuels de Volkswagen ne semblent pas si mauvais que ça en 2024 : "Les ventes du groupe sont actuellement légèrement supérieures à celles de l'année précédente. Nos nouveaux produits sont bien accueillis, comme en témoigne l'augmentation des commandes au troisième trimestre". Mais c'est trop tard, le mal est déjà fait. Et d'ailleurs Volkswagen avait prévu cette période de fermetures et de licenciements de longue date puisque toujours selon le journal allemand, le groupe a mis de côté pas moins de 900 millions d'euros pour financer la restructuration. Dont une grande partie sera versée en indemnités de départ aux employés contraints de partir.

MARCHÉ AUTOMOBILE FRANÇAIS

Le ralentissement se confirme, les électriques de nouveau à la peine

En octobre, les ventes de voitures neuves en France sont restées en dessous du niveau de 2023. Et sans leasing social, la part de marché des véhicules électrique ne progresse plus. Pire, elle régresse. Le marché automobile français et plus particulièrement celui des voitures électriques en est presque à prier pour le retour du leasing social en 2025 au même format qu'en 2024. C'est dire si le niveau d'immatriculations est morose en 2024 en France et en Europe. Pour l'Hexagone, cela se matérialise à nouveau par une chute des ventes de voitures neuves (135 529) en octobre qui furent 11 % inférieures à celle d'octobre 2023. Les baisses importantes des derniers mois entraînent le marché français vers une année 2024 dans le rouge. Sur les 10 premiers mois de l'année, les ventes sont désormais à - 3 % (1,41 million de ventes). Que faire du cas des électriques ? Dans un marché qui prend le vent de face, les voitures électriques ne parviennent pas à tirer leur épingle du jeu. Alors que les thermiques

s'écroulent et que seules les hybrides surnagent, les électriques auraient pu voir naturellement leur part de marché grimper. C'est tout le contraire qui s'est produit puisqu'en octobre, elle était de 15 %, contre 18 % en en octobre 2023. Un marché d'ailleurs bien faussé par le leasing social puisque la meilleure vente d'octobre n'est autre que la Citroën e-C3 qui est arrivée par camions pour être livrée chez les premiers clients. Malgré cela, les ventes d'électriques ont quand même plongé de 18 % en octobre. Pour l'heure, les électriques restent encore au niveau de 2023 en termes de part de marché mais attention à la fin d'année. La mission du gouvernement de transformer le parc automobile français via les bonus, le leasing social, la prime à la conversion et le malus sur les thermiques commence donc à montrer ses limites et pourrait un peu plus encourager les dirigeants politiques à abandonner progressivement ces aides coûteuses, dans un contexte difficile pour les finances publiques. La place laissée par les ther-

Les meilleures ventes (10 mois 2024)

Modèle	Ventes
Peugeot 208	75 664
Renault Clio	74 311
Dacia Sandero	63 490
Peugeot 2008	41 509
Renault Captur	39 369
Citroën C3	38 535
Peugeot 308	31 360
Toyota Yaris	28 393
Toyota Yaris Cross	27 183
Renault Austral	22 185

miques et électriques est donc prise par les hybrides non rechargeable, qui représentaient un tiers des immatriculations neuves en octobre 2023. En octobre 2024, elles comptent désormais pour la moitié du marché ! Une progres-

sion fulgurante portée par le duo Toyota Yaris/Yaris Cross, les deux meilleures ventes le mois dernier en France chez les hybrides. Si 2024 semble désormais mal embarquée, les constructeurs peuvent avoir un peu plus d'espoir

pour 2025 puisque les carnets de commande sont à des niveaux supérieurs à ceux du second trimestre 2023 : "l'année 2023 s'était terminée avec un volume de commandes de voitures en recul de 9% par rapport à l'année précédente (source : CCFA). Ce trou d'air se retrouve dans les immatriculations de 2024, et laisse penser que le marché en cumulé devrait moins performer que l'année précédente. Une lueur d'espoir pour 2025 existe du côté des carnets de commande, en progression de +7% de janvier à septembre 2024, et du leasing social, qui pourrait être de retour l'année prochaine", précise AAAData. Ce tableau des ventes montre quelques petites particularités comme la disparition du Peugeot 3008 du Top 10, qui glisse doucement à la 19e place. La troisième génération, lancée depuis de nombreux mois maintenant, est maintenue à longue distance de son rival au losange qui retrouve le Top 10, une première depuis longtemps pour un SUV compact Renault puisque le Kadjar avait coulé face au 3008 II.

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

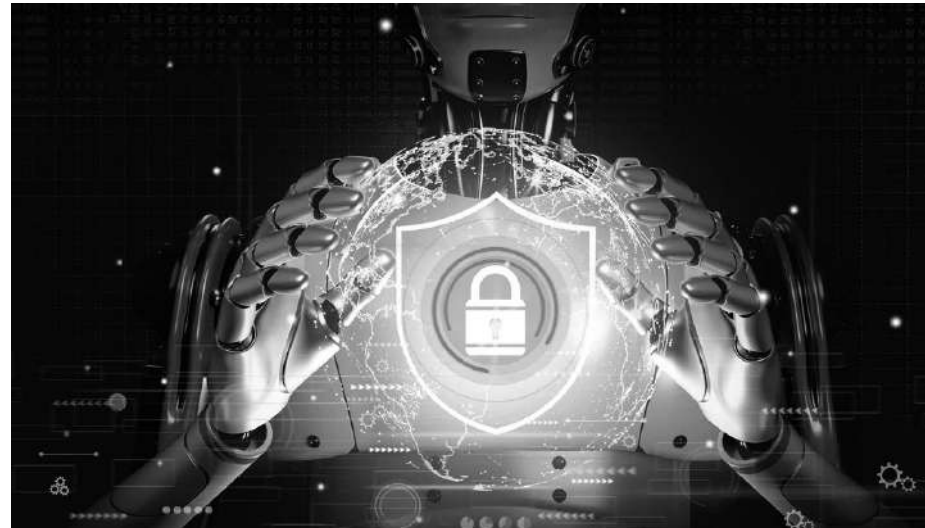
Votre nouvelle arme secrète contre les cybermenaces

S'il existe aujourd'hui des outils ayant fait leurs preuves contre les cybermenaces d'hier, les attaques de demain exigent que l'on envisage d'ores et déjà de nouvelles manières de s'en protéger. Et sur ce point, l'intelligence artificielle peut faire toute la différence.

Les cyberattaques ne cessent de se multiplier, gagnant en complexité et en sophistication. Parmi elles, les faux sites web. Vous savez, ceux qui imitent les marques de confiance et posent un réel danger pour les internautes. Les chiffres sont d'ailleurs édifiants : en seulement trois ans, entre 2020 et 2023, les attaques liées aux plateformes de phishing ont bondi de près de 880 %, atteignant 1,6 million de sites malveillants au premier trimestre 2023. Face à cette escalade, il est donc plus qu'urgent d'adopter des solutions capables de suivre le rythme des cybercriminels, et de contrer efficacement ces nouvelles stratégies de piratage. Vous n'y aviez peut-être pas pensé, mais l'intelligence artificielle joue un rôle clé dans cette lutte. En analysant des schémas inhabituels et en bloquant les menaces en temps réel, l'IA s'impose comme un élément incontournable pour renforcer la cybersécurité.

L'IA en cybersécurité : anticiper plutôt que réagir

Contrairement aux systèmes traditionnels qui reposent uniquement sur des bases de données de menaces connues, l'intelligence artificielle permet de passer d'une approche réactive à une posture proactive. Dans les grandes lignes, elle anticipe les attaques en détectant des anomalies dans le comportement des internautes et des pages web avant même qu'une menace ne soit déployée. Une capacité qui repose sur l'apprentissage automatique, doublée d'un modèle probabiliste, et qui permet à l'IA de s'adapter constamment aux nouvelles tactiques des cybercriminels. Et pour cause : les hackers innovent sans



cesse pour échapper aux systèmes de sécurité classiques. En réponse, l'IA est capable d'apprendre de chaque nouvelle attaque, de s'améliorer et de détecter des attaques inédites, appelées « zero-day », avant même qu'elles n'apparaissent dans les bases de données des menaces connues.

Des analyses avancées pour une sécurité renforcée

Pour garantir une protection à 360 degrés, l'intelligence artificielle repose sur plusieurs couches d'analyse. Chaque étape vise à identifier des aspects spécifiques d'une menace, permettant ainsi de contrer différents types d'attaques avec précision. Analyse des métadonnées : débusquer les sites suspects. L'une des premières étapes consiste à examiner les métadonnées d'un site. L'intelligence artificielle analyse des éléments tels que l'âge du domaine, la validité des certificats SSL et la structure de l'URL. Une légère modification dans un lien – un caractère en trop ou un homo-

graphe – peut signaler une tentative de phishing. En détectant ces irrégularités, l'IA bloque les sites suspects avant que les internautes ne soient exposés.

Détection visuelle : repérer les copies de sites légitimes

Les cyberattaquants cherchent souvent à duper les utilisateurs et les utilisatrices en imitant l'apparence visuelle de sites légitimes. Grâce à la vision par ordinateur, l'IA compare les éléments visuels (logos, favicons, mise en page) des sites suspects à ceux des marques officielles. Même les imitations les plus subtiles peuvent être détectées, renforçant la protection contre les faux sites.

Analyse de contenu : détecter les schémas textuels suspects

L'IA analyse aussi le contenu textuel des sites web et des emails. Elle repère des expressions typiques des escroqueries en ligne, comme « votre compte est suspendu » ou « veuillez vérifier votre identité ». En analysant ces schémas textuels, l'in-

telligence artificielle est capable d'alerter les internautes avant qu'ils ne cliquent sur des liens malveillants.

Analyse comportementale : identifier les irrégularités

En plus d'analyser le contenu et l'apparence des sites, l'intelligence artificielle surveille les comportements en ligne. Des tentatives de connexion répétées depuis des adresses IP différentes ou un trafic réseau anormal peuvent trahir une attaque imminente, comme une attaque « man-in-the-middle ». L'IA détecte ces anomalies et les bloque avant que les cybercriminels ne puissent exploiter les failles.

L'intelligence artificielle, une alliée incontournable dans la cybersécurité

L'intelligence artificielle a transformé la manière dont les menaces sont détectées et bloquées. Alors que les cyberattaques deviennent de plus en plus complexes, l'IA offre une protection capable d'anticiper les menaces avant qu'elles ne frappent. Mieux encore : à mesure que les cyberattaques évolueront, l'IA continuera de jouer un rôle central dans la cybersécurité. Sa capacité à apprendre, à s'adapter et à progresser en fonction des nouvelles menaces en fait un élément indispensable des stratégies de défense de demain. Les entreprises et les particuliers doivent intégrer cette technologie pour rester en sécurité dans un monde de plus en plus numérique. Des perspectives d'avenir prouvées par des solutions comme la Protection Anti-menaces Pro de NordVPN, qui démontrent l'importance et l'efficacité de l'IA dans la cybersécurité.

Avec 16,6 Md\$ de pertes, Intel continue sa descente aux enfers

Les résultats financiers du troisième trimestre 2024 d'Intel enregistrent des pertes de 16,6 Md\$ pour un revenu de 13,3 Md\$. De manière symbolique, le fondateur de Santa Clara va céder sa place dans l'indice Dow Jones à Nvidia. De son côté, les politiques américains s'interrogent sur une possible fusion avec AMD et Marvell. Les choses ne s'arrangent pas pour Intel au regard des résultats financiers du troisième trimestre fiscal 2024. En effet, la société affiche une perte record de 16,6 Md\$, soit plus que ses revenus qui s'établissent à 13,3 Md\$. Cette perte s'explique en majeure par les charges passées pour le plan social annoncé cet été touchant

plus de 15 000 personnes, ainsi que des dépréciations d'actifs y compris l'équipement lié au processus de fabrication Intel 7. Dans le détail, la division Client Computing Group, a enregistré un chiffre d'affaires de 7,3 milliards de dollars, en baisse de 7 %. L'activité Altera (FPGA) dévise de 44% et celle de Mobileye décline de 8%. Par contre, l'unité datacenter et IA voit ses revenus progresser de 9% et celle liée au réseau et à l'edge croit de 4%. Lors de la présentation des résultats, le CEO Pat Gelsinger est revenu sur quelques faits saillants. Il a évoqué la lenteur de l'adoption des accélérateurs IA Gaudi dont la troisième version a été lancée récemment. Il se veut par contre

confiant dans la livraison de 100 millions de PC IA à la fin 2025. Sur l'entité Foundry (fabrication de puces pour le compte de tiers), le dirigeant a rappelé son intention de la rendre autonome et a salué les progrès réalisés dans le processus de fabrication 18A. Par contre, selon nos confrères de The Oregonian, Pat Gelsinger aurait poussé un coup de gueule contre l'administration Biden l'accusant de retard dans le déblocage de milliards de dollars de subventions fédérales. « Nous avons investi 30 milliards de dollars et nous n'avons reçu aucune subvention. Ce n'est pas acceptable », a indiqué le CEO dans une réunion avec les salariés. Il fait ici référence aux aides prévues pour l'industrie des

semi-conducteurs dans le CHIPS Act.

Intel aigüise les appétits

Si Pat Gelsinger se veut confiant pour le prochain trimestre avec un revenu compris entre 13,3 et 14,3 Md\$, d'autres personnes réfléchissent à l'avenir de la société. Selon Semafor, des membres du Congrès et le Département du commerce ont discuté des différentes options pour la survie d'Intel. Une de celles-ci serait un rachat par AMD ou Marvell de l'activité conception de puces. Une initiative en écho aux rumeurs de Bloomberg sur le potentiel rachat d'Intel par Apple, Samsung et même Qualcomm.

En tout cas, Intel a perdu déjà de manière symbolique sa place au sein de l'indice boursier, Dow Jones. Il va être remplacé à partir du 8 novembre par Nvidia en pleine expansion. La société paye ainsi la chute de son cours de bourse et son retard dans la GenAI. Pat Gelsinger, lui, demande du temps pour pouvoir mener son plan de restructuration présenté en septembre dernier avec trois objectifs : améliorer l'efficacité de la division Foundry, atteindre l'objectif de 10 Md\$ d'économies annoncé précédemment, et renforcer la franchise x86 (ce qu'il a commencé à faire en se rapprochant d'AMD pour contrer Arm) tout en développant la stratégie IA.

Mots fléchés

Conforme aux lois de la république Chambardement		Partie de couvent interdite aux laïcs		Ecarté		Pays d'Asie		Abandonner		Arrête		Existait	
								Tous les cent ans		Devant le notaire			
Auditoire		Placé		Chaîne de montagnes		Poètes épiques Marquise des anges						Un être supérieur à l'homme	
										Capucin			
Peintre vénitien							Pressant			Commune de la Manche			
Coiffure papale													
					Grand froid				Fils d'Isaac		Intercalai		Véto
					Défaite des prussiens								
Boucherie							Léger comme l'air						
Passage presque à sec													
			Auberge ancienne							Col des Alpes		Frics	
			Tzigane, gitan, bohémien										
Dictateur yougoslave		Princesse hindoue					Bon sens						
		Ville italienne					Associé						
				Chargées d'eau									Sélénium
				Maître des vents									
Grand arbre					Avec les autres				Longues périodes				
Inséparable					Jadis les numides				Astiquage				
			Obtempéré					Culotte gauloises					
			Avec Charden					Un allemand					
Ancienne tour de Paris						Harem							Massif
Éther-sel													
Instrument à corde						Chef-lieu du Valais					Lycée technologique		
											Conduite		
				Capitaux						Pas beaucoup			
										Département français			
Oeuf de toto						Actinium		Pris					
Moi													
		Bourricot		Petite danseuse de l'opéra								Nuanças	
				Länder allemand									
Possessif			Aride					Condiment					
Parasites de l'intestin			Deux romain				Dans le texte	Châtaignes					
								Première page					
						Auteur du Juif errant				Assassina			
						Six romain							
Morceau de veau					Boisson fermentée				Prénom masculin				
Directeur sportif													
			Conifère							Le soleil s'y lève			

Participation de plus d’un millier de maisons d’édition, Qatar invité d’honneur

Le 27e Salon international du livre d'Alger (SILA) accueillera 1007 maisons d'édition de 40 pays, avec l'Etat du Qatar en invité d'honneur et verra la présentation des dernières publications, ainsi que la mise en œuvre d'un programme riche et diversifié comprenant diverses activités culturelles et intellectuelles, animées par des intellectuels algériens, africains et de plusieurs pays arabes. Prévu du 6 au 16 novembre, le 27e SILA ouvrira officiellement ses portes, demain, mercredi, au Palais des Expositions des Pins maritimes à Alger et accueillera le public à partir du jeudi 7 novembre, avec une programmation culturelle qui s'articulera autour de six axes : l'histoire et la mémoire (70e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution du 1er novembre 1954), la Palestine, regard particulier sur l'Etat du Qatar (invité d'honneur), l'Afrique, la littérature et le patrimoine culturel algérien.



SALON DES ÉNERGIES RENOUVELABLES, DES ÉNERGIES DU FUTUR ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

La 14^e édition prévue du 25 au 27 novembre à Oran

La 14^e édition du Salon des énergies renouvelables, des énergies du futur et du développement durable (ERA), se tiendra du 25 au 27 novembre en cours au Centre de Conventions d'Oran, a indiqué, lundi, un communiqué des organisateurs. Le Salon ERA 2024 rassemblera une centaine de professionnels nationaux et étrangers, en leur offrant une plateforme pour le partage des connaissances et de découverte des dernières tendances en matière d'énergies renouvelables, a fait savoir l'agence "Myriade Communication", organisatrice de l'événement. Il s'agit d'un salon dédié aux professionnels de la filière et d'un carrefour "business" pour toute la chaîne de valeur des énergies renouvelables: production, distribution, installation, services, entre autres, a-t-on souligné. "Cet événement vise à promouvoir les innovations et les solutions durables dans le domaine de la transition énergétique", a-t-on noté. La même source a ajouté que "toutes les solutions et technologies sont présentes dans ce salon pour permettre aux développeurs et aux décideurs, publics et privés, de trouver des réponses concrètes pour le déploiement de leurs projets". Les Pays-Bas, un pays connu pour ses avancées significatives dans les énergies renouvelables, sera cette année l'invité d'honneur du Salon ERA, a-t-on indiqué, ajoutant que son expertise et ses initiatives dans le domaine des énergies renouvelables seront mises en avant, offrant ainsi une occasion unique d'échanger sur les meilleurs pratiques en matière de transition énergétique. Un riche programme de conférences, de panels et d'expositions, présentant des technologies de pointe et des initiatives écologiques, est par ailleurs prévu en marge du Salon.

TIZI-OUZOU

Un Salon de l’apiculture et des petits élevages du 20 au 23 novembre

La première édition d'un Salon national de l'apiculture et des petits élevages sera organisé à Tizi-Ouzou du 20 au 23 du mois de novembre courant, a annoncé lundi la Commission de l'agriculture de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), organisatrice de l'événement. La première édition du nouveau Salon qu'abritera la salle omnisports Saïd Tazrout, verra la participation de professionnels de 15 wilayas du pays, a indiqué, lors d'un point de presse, Yazid Belkalem, président de la Commission de l'agriculture de l'APW. Placé sous le thème "L'apiculture et petits élevages: notre trait d'union", le Salon accueillera 27 entreprises spécialisées dans les aliments de bétails et fabrications d'accessoires agricoles, 24 apiculteurs, 10 transformateurs de produits agricoles et 9 institutions, dont des banques, des sociétés d'assurances et des chambres agricoles. Cette nouvelle manifestation, qui vient s'ajouter à celles déjà organisées au niveau de la wilaya, "vise à faire le point, d'abord, sur la réalité de ces filières qui présentent un fort potentiel de développement, mais aussi participer à leur promotion en mettant en présence les différents intervenants", a souligné Belkalem. Le Salon sera aussi une occasion de "cerner la réalité et les contraintes auxquelles font face ces intervenants et tenter d'y trouver des solutions en commun", a-t-il ajouté. La manifestation qui s'étalera sur trois jours est organisée en collaboration avec la direction locale des services agricoles (DSA) et la Coopérative agricole polyvalente de la wilaya (CAPTO).

LUTTE CONTRE LA CONTREBANDE ET LE COMMERCE ILICITE TRANSFRONTALIER

138 affaires traitées par les Douanes

Les services des Douanes ont enregistré, durant la période du 25 au 31 octobre dernier, 138 affaires liées à la lutte contre la contrebande et le commerce illicite transfrontalier, impliquant 146 contrevenants, a indiqué hier un communiqué de la Direction générale des Douanes.

Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et le commerce illicite transfrontalier, les brigades opérationnelles des Douanes, activant sur l'ensemble du territoire douanier, y compris les postes frontaliers terrestres, maritimes et aériens, en étroite coordination avec les différents corps de sécurité, ont réalisé une importante saisie, durant la période du 25 au 31 octobre 2024", lit-on dans le communiqué.

Le bilan fait état de la saisie de 307,6 kg de kif traité, de 82.452 unités de comprimés psychotropes, d'un fusil mitrailleur de type FMPK, d'un fusil mitrailleur de type Kalachnikov et de 110 cartouches. Il s'agit également de la saisie de 1.208,4 grammes de métal jaune (en attendant les résultats de l'expertise), de 10.300 euros, de 52.557.000 DA, de 1.500 kg de farine, de 750 kg de sucre, de 1.000 kg de pâtes, de 58.600 litres de carburant, de 79.570 paquets de cigarettes et de 20.920 sachets de tabac à chiquer. Les services des Douanes ont saisi d'autres produits, dont des téléphones portables et leurs accessoires, des produits cosmétiques et de soins corporels, des équipements sensibles, des appareils électroménagers, des denrées alimentaires destinées à la consommation humaine et animale, des fruits, des boissons alcoolisées, de la vaisselle, des vêtements et chaussures, des matériaux de construction, des vélos, des véhicules et des pièces détachées, selon la même source, qui précise que 146 contrevenants étaient impliqués dans ces affaires, où 22 véhicules et conteneurs ont été utilisés dans la contrebande. Des infractions ont également été constatées dans les moyens de transport public de passagers et au niveau des centres d'inspection des colis postaux et des services en charge de l'inspection des voyageurs à travers les points de passage terrestres, les aéroports et les ports, a ajouté le communiqué, soulignant que le montant total des amendes infligées s'élevait à près d'un (1) milliard DA.

SALON DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE À ADRAR

Participation de plus de 60 exposants à la 4e édition

Plus de 60 participants, représentant des opérateurs et professionnels publics et privés, prennent part à la 4^e édition du Salon de l'agriculture et de l'agroalimentaire, ouvert lundi à Adrar, ont indiqué les organisateurs. Cette manifestation, qui se tient quatre jours durant au théâtre en plein air, vise à rapprocher les instances et organismes concernés par l'accompagnement et la fourniture des équipements et matières premières et des techniques agricoles, des opérateurs agricoles d'Adrar et des wilayas voisines, leur permettant de nouer des partenariats pour relever le challenge du développement de l'agriculture saharienne, notamment les cultures stratégiques, a indiqué le commissaire du Salon, Mohamed Habib Bekakra. Le salon, qui a drainé de nombreux visiteurs surtout des opérateurs, prévoit l'exposition d'une panoplie de produits par les entreprises économiques spécialisées dans la production de dattes, les intrants agricoles, les matériels de labours, d'irrigation et d'énergie, en plus d'avoir aménagé des stands dédiés à faire connaître les organismes d'appui, des offices professionnels et des instituts spécialisés, dont l'Ecole supérieure d'agronomie saharienne et l'université d'Adrar. Dans son allocution d'ouverture, le secrétaire général de la wilaya d'Adrar, Diab Bousmaât, a salué l'organisation de ce type de manifestations, s'inscrivant dans le cadre des directives et démarches des hautes instances du pays concernant la réalisation de l'autosuffisance et de la sécurité alimentaire, avant d'émettre le vœu de voir ce salon contribuer à l'accompagnement des opérateurs agricoles dans la région en vue d'atteindre les objectifs escomptés.

OMAN

Les exportations pétrolières stables en 2024

Les exportations pétrolières d'Oman sont restées relativement stables au cours des neuf premiers mois de l'année, malgré la diminution volontaire de sa production décidée dans le cadre des accords de réduction de la production de l'OPEP+. Entre janvier et septembre 2024, les exportations totales de pétrole ont augmenté de 0,1% pour atteindre 230,5 millions de barils, contre 230,3 millions de barils au cours de la même période de l'année précédente, selon les données du Centre national des statistiques et de l'information (NCSI). Oman a commercialisé son pétrole brut à un prix moyen de 82,60 dollars le baril au cours de la période considérée, soit une hausse de 3,5 % par rapport à la moyenne de 79,90 dollars le baril enregistrée au cours de la même période l'année dernière. Les exportations vers la Chine, premier client d'Oman en pétrole brut, ont augmenté de 4,5% à 219,5 millions de barils, contre 210,1 millions de barils un an plus tôt. Premier importateur mondial de brut, la Chine a absorbé 95% du volume total des exportations de pétrole omanais au cours de cette période. La Corée du Sud a vu ses achats en provenance d'Oman augmenter de près de 32%, atteignant 3,75 millions de barils. En revanche, les exportations de brut vers le Japon ont baissé de plus de 46 %, tombant à 3,95 millions de barils contre 7,38 millions de barils au cours de la même période l'année dernière. Les exportation de pétrole vers l'Inde ont également diminué à 2 millions de barils, en baisse de 26 %, par rapport à la même période de l'année précédente. Quant à la production pétrolière du pays durant les neufs premiers mois du pays, elle a atteint 272,4 millions de barils au cours des neuf premiers mois de 2024, contre 287 millions de barils au cours de la même période l'année dernière, (soit une baisse de 5,1 %). La production pétrolière quotidienne moyenne du pays a atteint 994.200 barils par jour (bpj), ce qui représente une baisse de 5,1 % par rapport aux 1,047 million de bpj de la période correspondante en 2023.